

l'Anticapitaliste

n°316 | 17 décembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE AU FN ET À CEUX QUI LUI OUVRENT LA VOIE



Résister Reconstruire Lutter

PHOTO THÉQUE ROUGE / MICO

Dossier

**LES MUTUELLES
COMPLÉMENTAIRES**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Mascarade, dictature et
égalité des sexes**
Page 2

PREMIER PLAN

**COP21: «C'est pas fini, ça
ne fait que commencer!»**
Page 2



PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

ACTU INTERNATIONALE

Venezuela: à droite toute!
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Raul Camargo
d'Anticapitalistas / Podemos**
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Mascarade, dictature et égalité des sexes

Pour la première fois, les femmes pouvaient voter aux élections municipales en Arabie saoudite. 14 d'entre elles auraient été élues. Une révolution nous dit-on... En fait une mascarade hypocrite qui donne la mesure du régime arriéré et dictatorial qu'est la dictature théocratique de la monarchie saoudienne, principal soutien des puissances occidentales au Moyen-Orient, « un Daesh qui a réussi » pour reprendre l'expression d'un journaliste. Les obligations humiliantes auxquelles devaient se soumettre les femmes candidates donnent un aperçu de leur situation inacceptable. Avant de pouvoir se présenter, elles devaient demander l'autorisation à leur mari ou le cas échéant à leur tuteur masculin. Il leur était alors demandé leur carte nationale d'identité, à laquelle elles n'ont droit que depuis peu, la majorité d'entre elles n'ayant qu'une « carte de la famille » de leur tuteur. De même, une preuve de résidence était demandée, cela alors que la plupart des femmes vivent dans leur famille. Et parce qu'elles n'ont pas le droit de conduire et qu'elles doivent obtenir l'accord d'un homme pour travailler ou voyager, c'est donc conduite par un homme de leur famille ou un chauffeur que les électrices se sont rendues dans les bureaux de vote. Au final, les électrices, inscrites pour la première fois, étaient 119 000, sur près de 1,5 million d'électeurs... Dix fois moins que les hommes !

La mixité dans les lieux publics étant interdite, les candidates n'ont pu rencontrer que leurs électrices. Et pour s'adresser au sexe opposé, les candidates ont dû recourir à la vidéo ou à des porte-parole hommes ! De plus, elles ne pouvaient pas faire apparaître leur visage sur les réseaux sociaux, ni sur les affiches ou les tracts de campagne... Loujain Hathloul, militante emprisonnée deux mois après avoir tenté en 2014 d'entrer dans le royaume au volant de sa voiture depuis les Émirats arabes unis, a vu sa candidature rejetée. Une autre candidate a dû se retirer face à l'opposition de dignitaires religieux. Et les quelques élues, moins de 1% de l'ensemble des élus, n'auront pas de pouvoir dans les 284 conseils municipaux, les seules assemblées à inclure des représentants élus, pour le simple fait que ces conseils municipaux, créés en 2005, n'en ont eux-mêmes aucun... toutes les décisions politiques étant prises par la famille royale. L'oppression des femmes, un complément indispensable à la dictature des amis de Hollande.

BIEN DIT

On peut douter du caractère dissuasif de la déchéance de la nationalité pour des kamikazes, mais cette mesure est problématique surtout parce qu'elle installe et légitime le lien entre terrorisme, immigration et diversité. On renforce aussi ceux qui avaient proposé cette mesure auparavant. (...) Désormais, il semble impossible de faire entendre d'autres arguments que le soutien à l'état d'urgence ou au contrôle des frontières.

Le politologue VINCENT TIBERJ, dans une tribune publiée par *Libération* mardi 15 décembre, « Comment la dynamique autoritaire produit du vote FN »

À la Une

Face au FN et à ceux qui lui ouvrent la voie

Résister, lutter, reconstruire

Au lendemain du second tour des élections régionales, il serait de bon ton de dire qu'il n'y a ni perdant ni gagnant. Mais la réalité est tout autre. Le FN est le véritable gagnant de ces élections... et le monde du travail, le grand perdant. Il est urgent de reprendre l'initiative.

Une plus forte mobilisation, avec 58,5% de participation, aucune région aux mains du FN, 7 régions pour la droite, 6 régions pour le PS et ses alliés, voilà le résumé du second tour des élections régionales de 2015. Mais dans les faits, les résultats marquent un approfondissement sans précédent de la crise politique, une droitisation du champ politique et de la société, avec un poids historique de l'extrême droite.

Extrême droite et droite extrême...

Sa première victoire est sa progression en nombre de voix, obtenant plus de 6,8 millions de voix, venant en particulier des ouvriers, des employés, mais aussi désormais des artisans et commerçants, catégories traditionnellement acquises à la droite. À l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen avait obtenu 6,4 millions de voix et lors des dernières élections européennes de 2014, le FN avait obtenu 4,7 millions de voix. Une progression constante et sans appel. Et le FN gagne encore des voix entre le premier et le second tour : ainsi + 172 000 voix par exemple en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Et le FN d'obtenir 358 conseillers régionaux (alors qu'il n'en avait que 110 en 2010), lui permettant ainsi d'être dans tous les conseils régionaux. La deuxième victoire du FN lors de ces élections est d'avoir une fois encore dicté les thématiques de la campagne à ses adversaires : à gauche comme à droite, les thèmes centraux de cette campagne auront été les questions sécuritaires et l'immigration, des thèmes assez éloignés des prérogatives régionales... C'est dans ce contexte que la droite a développé une ligne d'ultra-droitisation lui permettant, comme

en Île-de-France, de gagner des voix au second tour qui s'étaient portées vers le FN au premier. Mais sa victoire contrastée ouvre aussi une crise au sein des Républicains et fragilise le leadership « naturel » de Sarkozy. Mais obsédé par 2017, ce dernier n'en a cure et pense

au rendez-vous, comme cela a été le cas en Île-de-France...

Une nouvelle fois, le PS et le gouvernement est devant un dilemme. Soit infléchir sa politique comme le demande déjà de nombreux socialistes, en premier lieu l'opportuniste Cambadélis : « Nous ne

au FN... Alors que c'est aujourd'hui sa politique qui fait le terreau de celui-ci !

Et maintenant ?

La gauche non gouvernementale (Europe Écologie-Les Verts, le Front de gauche) a été éliminée au premier tour. Alors que Duflot propose une « coalition » au PS, la question de la survie du Front de gauche est posée, tant sa stratégie au cas par cas aura été inaudible. Un aspect accentué par ses fusions de second tour – programmatiques pour certains et techniques pour d'autres – dans des régions où le FN n'était pas un danger... Un profil d'indépendance vis-à-vis du PS profondément remis en cause. C'est un constat d'échec pour la gauche non gouvernementale, mais cela ouvre aussi bien des interrogations pour les anticapitalistes. La leçon que nous devons tirer de ces élections, c'est qu'aujourd'hui aucune force organisée collective ne représente les classes populaires, les opprimés. Pourtant le mouvement ouvrier, le mouvement social, existe, présent dans les luttes pour les droits du monde du travail, contre le patronat et l'austérité, dans la solidarité internationale, contre les politiques racistes.

La première urgence est de construire les mobilisations, de retrouver le chemin des luttes : pour la levée de l'état d'urgence, pour Air France, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, contre la remise en cause du droit du travail, pour la défense des migrants, etc. Au-delà, la construction d'une alternative politique anticapitaliste, d'un nouveau projet émancipateur, reste plus que jamais d'actualité. Et pour cela, il ne faudra pas faire l'économie du débat.

Sandra Demarcq



sa stratégie d'ultra-droitisation gagnante. Sa première mesure après les élections sera donc de mettre au pas le parti et de liquider les « opposants » à sa ligne « ni gauche ni FN ».

Où est la gauche ?

Alors que le PS a perdu toutes les élections depuis la présidentielle de 2012, il évite cette fois la catastrophe électorale. Mais une fois encore, le constat est sans appel puisqu'il s'agit d'un vote sans adhésion, tant sa crédibilité pour mener une véritable alternative est au niveau zéro. Cela s'est vu au second tour. En effet, le vote PS pour faire barrage au FN fonctionne plutôt bien, mais quand le danger FN est quasi nul, l'envie n'est plus

pouvons plus continuer comme cela. Il faut agir contre la précarité et pour l'activité comme nous nous sommes attaqués à la compétitivité et à la refondation de l'école. C'est l'inflexion qui doit intervenir durant les 18 mois à venir ». Donc continuer et approfondir la même politique, le pied sur l'accélérateur, profiter de l'état d'urgence pour imposer de nouvelles régressions sociales masquées derrière « la République », comme l'a indiqué Valls au soir du second tour... Valls qui dès ce lundi refuse un coup de pouce au SMIC.

De son côté, Hollande fait ses comptes en vue de 2017. Certes, il n'est pas le plus populaire mais les attentats et la COP21 lui ont donné la stature qui lui faisait défaut, jouant la carte du rempart

COP21

« C'est pas fini, pas fini, ça ne fait que commencer »

« Le monde retient son souffle, il compte sur nous... » Et le monde leur répond « pffff! », balayant le fétu de mots. Les chefs de gouvernement des pays influents veulent faire croire que l'accord signé samedi 12 décembre au Bourget est porteur de solutions pour le climat. Mais leur grandiloquence est proportionnelle à l'absence de perspectives efficaces pour contrer la hausse des températures.

La mise en scène de leur spectacle, où ils posent et répètent à l'envi que l'accord signé est historique, ne réussit pas à masquer la réalité...

Derrière l'opération de communication

Les intentions ne valent rien, vu la place des énergies fossiles dans le système capitaliste. Les entreprises charbonnières, gazières et pétrolières, ne vont ni se laisser déposséder des profits énormes qu'elles espèrent encore tirer, ni renoncer aux investissements déjà en cours (plus de 1000 milliards de dollars). L'accord stipule que « le pic des émissions de GES devra être atteint dès que possible » : aucun engagement chiffré... On a pour la deuxième moitié

du siècle un objectif d'équilibre entre les émissions d'origine humaine et leur absorption par des puits de carbone : océans (déjà trop acidifiés), forêts (en voie de disparition) et enfouissement du CO₂, mirage technologique qui ne fera que reporter les problèmes. En outre, les engagements des États mis bout à bout permettront, au mieux, un réchauffement de 3°C. On est bien loin des 2°C claironnés par Fabius et Royal et repris par les médias. Et un mécanisme de révision sera mis en place tous les cinq ans... mais pas avant 2025, c'est dire ! Si Hollande et son gouvernement menaient autre chose qu'une opération de communication, ils engageraient des mesures pour réduire les émissions de GES : renoncement à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, aux LGV,

aux autoroutes, aux fermes usines, aux projets d'exploitation de gaz de schiste, aux barrages inutiles, aux parcs d'attraction grandioses, aux subventions des énergies fossiles, à la construction des EPR, et à la poursuite du nucléaire... Ils prépareraient le développement massif des énergies renouvelables pour couvrir 100% de la production électrique, la rénovation et l'isolation des bâtiments, la construction de logements à basse consommation, le développement des transports en commun gratuits, la reconversion de l'agriculture et la baisse du temps de travail...

Seules nos luttes pourront l'obtenir !

Malgré l'état d'urgence et les interdictions, la journée du 12 décembre a fait

Un monde à changer

CATASTROPHES ÉCOLOGIQUES, CAPITAL... ET CORRUPTION.

Le mois d'août dernier a été marqué par les explosions survenues dans le port chinois de Tianjin. La société Ruhai Logistics, dont les entrepôts ont explosé, n'avait reçu l'autorisation de manipuler des matériaux dangereux que le 23 juin 2015... alors qu'elle fonctionnait depuis 2012. L'entreprise avait aussi été dispensée par les autorités portuaires de tout contrôle de l'organisme normalement compétent. La bienveillance des autorités ne tenaient pas simplement au poids économique de la société mais au fait que Li Liang, son principal actionnaire, est le neveu d'un ancien membre du bureau politique du PC chinois...

Un réseau analogue de complaisances et de corruption se retrouve dans le « tsunami de boue », déclenché au Brésil par la rupture le 5 novembre dernier de deux barrages servant à retenir les déchets d'exploitation de la mine de fer Germano, exploitée par l'entreprise Samarco, filiale de deux géants miniers : la société anglo-australienne BHP Billiton et la brésilienne Vale. Depuis des années, des mouvements sociaux soulignaient les dangers de ce type de barrages et les lacunes des mécanismes de contrôle.

Ivan Valente, député brésilien du PSOL (gauche radicale) a écrit que, dès que furent diffusées les premières images de la catastrophe, une propagande massive pour en rejeter la responsabilité sur des facteurs naturels a été déclenchée. Pour sa part, le gouvernement fédéral brésilien a mis trois semaines à réagir et à annoncer une plainte en justice. Vale est en effet une composante importante de l'oligarchie économique brésilienne. Lors de la dernière élection présidentielle en 2014, la multinationale a fait une donation d'environ 17 millions d'euros aux principaux partis politiques. La coalition au pouvoir, formée par le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) et le Parti des travailleurs de la présidente Dilma Rousseff, en a perçu les deux tiers. La majorité des députés membres de la commission qui étudie la réforme du code minier brésilien ont profité des largesses du secteur minier lors de leurs campagnes électorales.

Au-delà de ces deux cas, ce sont bien les liaisons incestueuses entre le grand capital privé et les administrations qui devraient les contrôler ainsi que les dirigeants politiques, qui provoquent ou aggravent les catastrophes dites environnementales.

MIGRANTS Plus que jamais !

La manifestation de samedi 19 décembre à Paris est un enjeu important alors que l'état d'urgence a contribué à rejeter réfugiés et sans-papiers dans l'invisibilité.

Où est passée l'émotion de septembre ? Envelie par la routine, par l'émotion suivante, par les suspicions de terrorisme. Pourtant des migrantEs meurent à Calais. Youssef, 16 ans, a été écrasé par une camionnette le 3 décembre dernier. Un Soudanais de 25 ans a été poignardé dans la « jungle » la semaine dernière. La police, omniprésente, arrose quasi quotidiennement la jungle de gaz lacrymogènes. Pourtant, à Paris, des migrantEs dorment à la rue dans des conditions rendues terribles par l'hiver. Pourtant les conditions se durcissent dans les centres d'hébergement. Et les politiques gouvernementales tournent désormais totalement le dos à l'accueil...

Le jeudi 10 décembre, les organisations membres de la campagne Frontexit ont publié un communiqué dénonçant le développement des moyens de l'agence Frontex « qui concourent à la violation des droits fondamentaux des personnes en migration »¹. L'Allemagne et la France ont soumis le jeudi 3 décembre aux autres pays européens un nouveau renforcement de l'agence facilitant



Dans la manifestation du 4 octobre dernier à Paris. PHOTOHÉRIQUE ROUGE / MLO

une intervention aux frontières jugées trop friables, celle de la Grèce en tête. Une réunion des chefs d'État européens aura lieu les 17 et 18 décembre pour avaliser ce nouveau plan. Un cynisme sans bornes quand on sait que le 18 décembre est, comme chaque année, la Journée internationale des migrantEs ! Le 8 décembre, plusieurs associations, dont la Cimade, ATD Quart Monde ou le Secours islamique ont averti : « la fermeture des frontières

sera considérée comme un des plus grands scandales du 21^e siècle ».

La lutte, toujours !

Entre 120 et 150 migrantEs, à la rue ou dans des centres d'hébergement, se sont réunis à Paris le 13 décembre pour tenter d'organiser leur lutte. Disons-le, la connexion n'est pas facile entre le mouvement des réfugiés et celui des sans-papiers repoussés dans la clandestinité par l'état d'urgence. Elle est pourtant

plus que nécessaire pour aborder la lutte pour la régularisation de tous les migrantEs, condition de l'accueil.

Ce même dimanche, des représentants de la Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs se sont rendus à Calais pour aider les migrantEs sur place à s'organiser. En perspective, une mobilisation internationale à Calais le 23 janvier en même temps qu'une manifestation à la frontière entre la Grèce et la Turquie.

Comme l'écrit l'éditorial du numéro 3 de *Merhaba*, journal écrit par des migrantEs et des personnes solidaires, « le système d'accueil (sic) des migrants est une vraie méthode de gouvernement ». Cette méthode vise à soumettre et dominer toute la société.

À l'occasion de la Journée internationale des migrantEs, une manifestation unitaire a lieu à Paris ce samedi². Ce doit être l'occasion de rassembler largement, contre tous les reculs actuels et défendre un autre projet de société.

Ils veulent nous barbelier, nous voulons circuler en liberté. Ouvrons les frontières !

Denis Godard

1- <http://www.lacimade.org/communiqués>

2- Samedi 19 décembre à 15h départ de Barbès.

mencer! »

la démonstration que la mobilisation n'est pas seulement indispensable, elle est possible, et enthousiasmante par la jeunesse, la diversité, le dynamisme et la détermination des participantEs. Une détermination qui a contraint le gouvernement à reculer pas à pas sur les interdictions... Vendredi, nous avons appris que le rassemblement du lendemain 14h au Champ-de-Mars, appelé par Alternatiba, était finalement autorisé. Samedi, à 11h30, on était informé que l'action « lignes rouges » prévue pour midi sur l'avenue de la Grande-Armée, n'était plus interdite... Puis pour se rendre d'une initiative à l'autre, nous avons pu manifester (tout un symbole) en plein 16^e arrondissement, entre la Porte Maillot et le Trocadéro.

Au total, ce sont plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs qui ont porté un message radical, incontestablement anticapitaliste, avec au cœur le mot d'ordre « changer le système pas le climat », résolument internationaliste... Le meeting de clôture au Champ-de-Mars annonce la poursuite des mobilisations qui ne s'arrêteront pas avec la COP21, mais vont au contraire « se développer et se multiplier dans les mois et années qui viennent ». Ces mobilisations porteront sur plusieurs thématiques : politiques énergétiques et énergies renouvelables, migrations, souveraineté alimentaire et agroécologie paysanne, urbanisme et transports publics, politiques de commerce et d'investissement, etc. D'ores et déjà, de nombreux rendez-vous d'action sont fixés au niveau local, national et international. Les différents réseaux qui se sont mobilisés à l'occasion de la COP21 en France et au niveau international ont déjà décidé d'une prochaine réunion à Berlin mi-février 2016 pour étudier les thématiques et les



CHARMAG

actions sur lesquelles il serait possible de se rassembler. Une première date est retenue du 7 au 15 mai pour des actions partout dans le monde contre les énergies fossiles, puis en octobre pour un grand rassemblement contre

l'EPR de Flamanville. Au-delà, c'est la question d'un mouvement global pour la justice climatique qui est posée. Les anticapitalistes doivent y prendre toute leur place. **Commission nationale écologie**

Le chiffre 28,7 milliards

C'est, depuis le début de la saga en 1977, le montant en dollars généré par la franchise Star Wars. Et ce ne sont pas les ventes de places de cinéma qui rapportent le plus... mais les jouets à l'effigie de l'univers, fabriqués notamment par Lego et Mattel : 12 milliards de dollars. Les six films Star Wars n'ont généré, eux, « que » 4,3 milliards. On parle bien du « 7^e art » ?



Agenda

Jeudi 17 décembre, meeting unitaire contre l'état d'urgence, Paris. A 19h à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, M^o République (voir article en page 10).

Vendredi 18 décembre, rencontres de La Brèche, Paris. Anticapitalistes, sociologie historique de l'engagement, avec l'auteur Florence Johsua, à 18h30 à la librairie (27 rue Taine, Paris 12^e).



NO COMMENT

Quand Marion Maréchal Le Pen parle des seize siècles d'histoire judéo-chrétienne de la France et de son héritage, ce n'est pas un discours de haine ou xénophobe. Elle parle d'amour, l'amour d'un pays que l'on appelle patriotisme.

SARAH PALIN, égérie du Tea Party et de la droite conservatrice outre-Atlantique, dans une tribune publiée sur le site conservateur Breitbart dimanche 13 décembre, tribune où elle compare la députée frontiste à Jeanne d'Arc...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



LES RÉPUBLICAINS Les couteaux sont sortis

La « refondation » n'aura pas fait illusion plus de quelques mois. A peine les élections régionales passées, Les Républicains ont ressuscité tous les vieux démons de l'UMP. La seule différence est qu'ils sont encore plus divisés qu'à l'époque de l'affrontement sanglant entre Copé et Fillon, il y a maintenant trois ans.

Car la bataille des primaires de novembre 2016, qui désigneront un candidat à l'élection présidentielle ayant de fortes chances de l'emporter, est déjà engagée. Par-delà les petites phrases et autres manœuvres, les divisions recouvrent deux aspects. Le premier est bien sûr celui des ambitions personnelles, toujours aussi foisonnantes. Mais il y a aussi des clivages politiques, qui, comme précédemment, s'opèrent sous la pression du FN, avec pour différence que celle-ci ne cesse de croître, un secteur significatif de l'électorat de droite s'étant cette fois tourné vers le parti de Marine Le Pen. Alors que Kosciusko-Morizet et Raffarin, partisans du « front républicain » lors des élections et de formes de collaboration avec le gouvernement PS, restent très minoritaires, deux grands projets continuent de s'affronter.



Sarkozy - NKM : deux stratégies, un même camp social. DR

En point de mire 2017

Dans cette campagne, Sarkozy a fait du Buisson (son ancien conseiller d'extrême droite) sans Buisson. « Le vote FN n'est pas immoral », a-t-il ainsi déclaré entre les deux tours. Pour lui, contenir la montée du FN implique plus que jamais de « respecter » ses électeurs... et de reprendre une bonne partie de son programme. Les victoires en Rhône-Alpes Auvergne, Pays-de-la-Loire et Île-de-France de candidats LR incarnant « une droite qui s'assume », par opposition aux défaits ou scores plus faibles des têtes de liste de l'UDI, apporteraient la preuve du caractère « gagnant » de sa stratégie. Pour s'imposer, le président du parti compte sur une base militante qui est globalement plus à droite que son électorat – d'où ses velléités de limiter l'ampleur des primaires à venir. De l'autre côté, avec entre eux une série de nuances (préconisations de politiques plus ou moins autoritaires, d'un néolibéralisme plus ou moins agressif, recherchant plus ou moins certaines formes de consensus dans le monde des appareils politiques et syndicaux), Juppé, Fillon et Lemaire incarnent davantage des orientations grand-bourgeoises traditionnelles. Pour eux, pas de concessions possibles envers un FN qui ne pourra être réduit qu'en le combattant de front, en mettant en évidence son « irresponsabilité », non seulement sur certaines questions dites sociales mais aussi, par-dessus tout, en ce qui concerne l'Union européenne et l'euro auxquels le capital français le plus concentré reste très fortement attaché. Quant à leur bilan des régionales, il met en avant un résultat global mitigé dû à un déficit ou à des errances de leadership, qui n'ont pu être partiellement compensés que grâce à « l'alliance de la droite et du centre ». La vérité est que le résultat électoral ne valide ou n'invalide clairement aucune des deux interprétations. Les conditions sont donc plus que jamais réunies pour que les affrontements internes durent et s'approfondissent... avec en point de mire le Graal de la présidentielle de 2017.

Jean-Philippe Divès

PARTI SOCIALISTE Vallser avec la droite ou se noyer dans une nouvelle gauche plurielle ?

Premier secrétaire du PS, Cambadélis a parlé d'un « succès sans joie ». Le PS a perdu 220 conseillers régionaux... et 4,5 millions euros d'indemnités d'élus par an. Mais il a aussi fini de perdre toute boussole politique.

La direction du PS pense avoir sauvé les meubles en conservant cinq régions, alors que la droite les avait quasiment toutes perdues en 2010. L'utilisation des attentats du 13 novembre pour mettre en place l'union nationale derrière le gouvernement, l'état d'urgence, la reprise à son compte d'une bonne partie du programme du Front national, en particulier la déchéance de nationalité et le discours islamophobe, ont permis au PS de limiter la casse sur le plan électoral.

Le désistement en faveur de la droite en PACA et dans le Nord s'inscrit dans la même logique : montrer que le PS est le garant de la République. Cela correspond à l'attente de nombreux électeurs du PS qui voient dans le FN un danger immédiat pour la démocratie parlementaire, mais aussi et surtout à une logique implacable : celle de construire des formes d'accord entre la droite et le PS, et donner à la bourgeoisie une forme politique de domination plus stable qu'actuellement. En effet, le FN n'est pas pour l'instant une solution pour la classe dominante pour gérer ses affaires, le PS et la droite ayant sa préférence. Mais encore faut-il qu'ils en soient capables, car actuellement, ils n'ont pas du tout la garantie d'être présents au deuxième tour de la prochaine présidentielle.

Un PS à la croisée des chemins

Deux solutions s'offrent donc au PS. La politique de Valls est la recherche d'alliance sur sa droite, soit sous la forme d'une grande coalition à l'allemande, avec une partie de la droite,

soit sous la forme d'une recomposition sur la droite comme en Italie. Tout cela sur une orientation qui se décalerait encore d'un cran : état d'urgence, répression, politiques antisociales, attaques contre les chômeurs...

Valls estime que le FN réalise ses scores sur la base du chômage, il lui préfère donc la précarité : « Moi je veux faire sortir mon pays de cette accoutumance pour le chômage. Je veux que la valeur travail soit partagée par tous ».

La réalité est à côté : l'extrême droite se nourrit toujours des déclassements, de ceux qui ont vu leur statut social se dégrader, vers le chômage, la précarité ou d'importantes baisses de leurs conditions de vie. La réponse de Valls, autoritaire et libérale économiquement, est donc une illusion sur la moyenne durée. Il se prend pour un Bonaparte capable de se situer au-dessus des partis. Hollande lui-même hésite à prendre cette position qui aurait l'avantage de lui ouvrir une possibilité de victoire en 2017, mais l'inconvénient de le couper de ce qui reste de populaire dans la base militante du PS. Et cela n'arrêterait en rien le FN...

Cambadélis pour une nouvelle gauche plurielle ?

Cambadélis, qui dans sa jeunesse a lu les analyses de Trotski sur le fascisme, a une réponse moins destructrice pour le parti qu'il dirige : il demande au gouvernement de combattre la précarité. « L'inflexion est dans la lutte contre le précaire. Il s'agit de concentrer nos efforts sur le précaire [...] Si nous travaillons vraiment contre la précarité, je pense que nous

asséchons l'abstention et le vote FN ». Mais, comme le dit Benoît Hamon, si c'est pour obtenir de nouvelles attaques contre le droit du travail, cela n'a pas d'intérêt...

Cambadélis propose donc aux écologistes et au PS de « retrouver le chemin de l'union ». Et l'ancienne ministre Cécile Duflot, dirigeante d'EELV, tend « la main à François Hollande. Qu'il revienne à l'esprit de 2012 et rassemble enfin écologistes et communistes désireux de rejoindre un

élevé. Les réformistes doivent donc attaquer les travailleurs... et saper leur base sociale, leur électorat.

Dans cette discussion, les courants qui se situent à la gauche du PS n'ont pas trop le choix. Autant il pouvait paraître crédible pour eux il y a quelques mois de construire une coalition entre les « frondeurs », EELV et le Front de gauche (ce que propose maintenant Ensemble ! avec un temps de retard), autant la menace du FN rend ce projet caduque : chacun



CHARMA6

bloc majoritaire de transformation. » Au programme, « 250 000 emplois jeunes et inventer un contrat jeunes entrepreneurs ». Grosso-modo les recettes de la gauche plurielle... qui avaient mené Jospin à être éliminé du second tour de la présidentielle en 2002!

La capitulation de Syriza, une leçon à portée générale

En 2002, comme en Grèce aujourd'hui, avec la crise profonde du capitalisme, il n'y a pas de politique réformiste possible dans les institutions, de redistribution de richesses en maintenant les profits à un niveau

sait que pour que avoir des élus, il faut permettre au PS d'être présent au second tour, et s'allier avec lui. L'explosion du Front de gauche, le ralliement de toutes ses composantes au PS dans l'entre-deux-tours, la marginalisation de Mélenchon, est le signe de la faillite à construire un courant autonome du PS qui ne souhaite pas assumer la politique de celui-ci... tout en s'alliant avec lui dans les institutions. Il est temps de tirer ce bilan et de construire un parti pleinement indépendant du PS... et donc des institutions du capitalisme !

Antoine Larrache

FRONT NATIONAL Vrai gagnant, vraie menace

Au final, le FN n'a gagné aucune région. Si l'on comprend le soulagement qui parfois s'exprime autour de nous, il serait illusoire de parler d'échec du FN, comme le fait Valls en déclarant qu'« il y a une seule défaite, celle du Front national et je m'en réjouis ». Un bluff qui vise à masquer son propre échec, un mensonge qui désarme ceux qui y croient.

Le FN reste le vrai gagnant de ces élections. La dynamique en sa faveur s'est maintenue et, paradoxalement, sa relative défaite pourrait bien l'aider à se renforcer. Il a réalisé son meilleur score jamais atteint avec 6,8 millions de voix, gagnant 800 000 voix par rapport au premier tour. En 2012 il faisait 6,4 millions, et obtenait 358 conseillers régionaux. « En triplant le nombre de nos conseillers régionaux élus, le Front national sera désormais la première force d'opposition dans la plupart des conseils régionaux de France : une opposition constructive mais aussi exigeante parce que non convivente », déclare Marine Le Pen avec pour horizon 2017. Certes, elle ne sera pas présidente de région mais être dans l'opposition avec 42,2% des voix pourrait bien l'arranger, lui

épargnant les contraintes de la réalité du pouvoir.

« Rien ne pourra nous arrêter », dit-elle : méthode Coué et bluff certes, mais aussi et surtout un raisonnement politique fondée sur la logique qui nourrit la dynamique du FN. Cette logique joue d'un double mécanisme : l'accentuation de la crise, avec le chômage et la précarité, et la faillite des partis qui ont mis en place les politiques d'austérité. Et cela n'est pas prêt de s'enrayer, du moins tant que la classe ouvrière ne vient pas bousculer les rapports de forces et les jeux politiques.

« Mondialiste », « patriote », ou le camp des travailleurs ?

Non seulement le FN exerce une pression sur l'ensemble des partis institutionnels sur le terrain du nationalisme, mais il s'est imposé

face aux rivalités PS et Républicains dont il fait son beurre. « Il y a deux options : celle de l'extrême droite qui prône la division qui peut conduire à la guerre civile et celle de la République et de ses valeurs », déclarait Valls pour justifier le front républicain, cela alors que Sarkozy déclarait que « le vote pour le Front national n'est pas immoral », croyant ainsi s'attirer les faveurs d'électeurs du FN... alors qu'il poussait son propre électorat dans les bras de l'extrême droite...

« Politiquement, cette élection constitue une formidable et bienfaisante clarification. Elle a mis au grand jour le mensonge fondamental sur lequel repose depuis des décennies tout le système politique français. (...) Nous sommes bel et bien entrés dans un bipartisme. (...) Maintenant le clivage ne sépare plus gauche et

droite, mais les mondialistes et les patriotes. Cette distinction sera le grand enjeu, le grand choix politique de la présidentielle... » Marine Le Pen définit ainsi le contenu de sa campagne pour 2017 : nationalisme et xénophobie.

Face à cette offensive réactionnaire alimentée par le PS et LR, le grand enjeu, dès maintenant, c'est d'aider à ce que le monde du travail, la jeunesse, retrouvent le terrain de la lutte sociale et politique, pour défendre leurs droits sociaux et démocratiques afin de briser la dite « lame de fond patriote », dont parle Philippot. Pas plus que les frontières ne nous protègent des attaques du patronat, les combines et les ruses parlementaires ne nous protégeront des démagogues d'extrême droite. Les uns et les autres – PS, LR, FN – sont au service du patronat et des classes dominantes, au nom de la nation ou de l'Europe capitaliste, ou des deux. Le vrai clivage, il est entre le camp des possédants, des riches, et celui des classes populaires, le seul camp progressiste et démocratique.

Yvan Lemaître

VENEZUELA À droite toute!



Des opposantEs au gouvernement lors d'un rassemblement à Caracas le 29 novembre dernier. DR

En Amérique latine, le cycle de gouvernements progressistes qui gouvernaient le continent depuis une quinzaine d'années semble arriver à sa fin. Après l'élection du néolibéral Macri à la présidence de l'Argentine, la droite vient d'emporter une large victoire contre Nicolás Maduro, le successeur d'Hugo Chávez.

Les résultats des élections législatives du 6 décembre sont sans appel. La coalition de droite regroupée au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD) a emporté 56% des suffrages exprimés, contre seulement 40,5% pour l'alliance favorable à l'héritage d'Hugo Chávez, regroupée autour du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV).

Le parti chaviste est défait

La MUD obtient la majorité qualifiée des deux tiers des députés, obtenant les pouvoirs les plus larges. Nicolás Maduro demeure président jusqu'en 2019, mais l'Assemblée nationale est désormais en mesure de convoquer légalement une Constituante. Les forces dissidentes, dont nos camarades de *Marea Socialista* et du PSL, demeurent marginales, prisonnières

de la bipolarisation qui structure la vie politique vénézuélienne depuis l'accession de Chávez au pouvoir en 1999.

Si le PSUV fait quasiment jeu égal avec l'opposition dans les États ruraux, il subit une nette défaite dans les zones urbaines, y compris parmi les classes populaires. Le gouvernement met en avant la chute du cours du pétrole, qui a perdu la moitié de sa valeur depuis l'automne 2014, pour expliquer ses difficultés. Il accuse les élites économiques de mener une « guerre économique » pour déstabiliser la « Révolution bolivarienne ».

Divorce avec les classes populaires

Ces explications sont légères pour comprendre l'ampleur de la désaffection. Un certain nombre de mesures autoritaires peuvent expliquer

le divorce entre le gouvernement chaviste et les classes populaires urbaines. En août dernier, Nicolás Maduro a instauré l'Organisation de libération et de protection du peuple (OLP) pour restaurer l'ordre dans les quartiers populaires. Les organisations de défense des droits de l'homme font état d'une cinquantaine de disparitions et de plusieurs milliers de personnes arrêtés. Le 15 septembre dernier, Bladimir Carvajal, syndicaliste revendicatif à PDVSA, l'entreprise pétrolière publique, a été expulsé par la Garde nationale du bus qui l'emmenait à son travail, et informé de son licenciement.

Le principal motif de mécontentement des classes populaires vénézuéliennes demeure la situation économique. En 2003, face au blocage de l'économie déclenché par le patronat, Hugo Chávez avait instauré un contrôle des changes. Douze ans plus tard, détourné par les grandes entreprises par surfacturation d'importations avec la complicité de hauts dirigeants gouvernementaux, celui-ci s'est effondré. Des économistes ont estimé à plus de 250 milliards de dollars cette fuite de capitaux. La différence entre le taux de change

officiel et officieux atteint une échelle de 1 à 100. Ce déséquilibre monétaire crée une pénurie de produits importés et une inflation dépassant les 100% pour l'année 2015.

La revanche du patronat

La nouvelle coalition au pouvoir a pour objectif prioritaire la libération de ce qu'elle appelle des prisonniers politiques, des dirigeants des fractions les plus intransigeantes de l'opposition comme Leopoldo López qui ont appelé à des manifestations pour obtenir « la sortie » de Nicolás Maduro avant le terme constitutionnel. Mais cette amnistie ne concernerait pas un militant syndical comme Rodney Álvarez ou les indigènes pémons en lutte contre des projets miniers dans le sud du pays.

La victoire de la MUD permet au patronat de sonner l'heure de la revanche sociale contre les classes populaires qui se sont si souvent mobilisées pour soutenir les gouvernements Chávez. La présidente d'une organisation patronale a déjà appelé à la modification de la loi du travail pour « donner confiance aux entrepreneurs ». Les propositions de la MUD vont grever le pouvoir d'achat déjà faible des classes populaires vénézuéliennes : dévaluation massive du bolívar, libération des prix sur les produits de première nécessité, augmentation du prix de l'essence, reprivatization de plusieurs entreprises nationalisées dans le secteur électrique...

La défaite du chavisme ne signifie pas l'échec du projet de socialisme du 21^e siècle. La direction du PSUV a choisi de demeurer dans les écueils de celui du 20^e, ceux du bureaucratisme et d'une politique conciliante, et en subit les conséquences. Une société émancipée demeure à l'ordre du jour si les classes populaires reprennent le chemin des luttes pour un socialisme véritable qui ne soit plus dépendant de la rente pétrolière.

Pedro Huarcaya

BURUNDI Le pays sombre dans la dictature

Le pays s'enfoncé dans une spirale de violence, depuis le coup de force électoral de Pierre Nkurunziza en juillet qui s'est présenté pour un troisième mandat présidentiel en opposition aux accords d'Arusha.

Vendredi dernier à Bujumbura, a eu lieu l'attaque simultanée de trois casernes, faisant des dizaines de morts, le décompte n'est pas encore officiel du fait du blocage de l'armée. En revanche, on sait que, lors de ces attaques, certains soldats ont retourné leurs armes pour faire cause commune avec les assaillants. Dans un pays où la lutte pacifique pour la démocratie est en butte à une répression féroce, une partie de l'opposition se radicalise et mène des actions militaires, d'autant que le nombre important d'armes en circulation dans le pays ne peut que favoriser ce choix.

Dans le même temps, les forces de sécurité profitent de ce type d'attaque pour éliminer les opposants – ou les supposés opposants – en menant des exécutions extra-judiciaires. C'est donc quotidiennement que

des escadrons de la mort circulent la nuit pour assassiner dans les quartiers connus pour être des fiefs de l'opposition.

Si pendant des décennies, il y a eu des affrontements ethniques entre Tutsis et Hutus qui ont débouché sur une guerre civile, les violences que nous connaissons sont pour l'instant politiques. Le Burundi ressemble à beaucoup de ces pays où les dirigeants n'ont pour ambition que de s'éterniser au pouvoir... Ainsi, les mobilisations populaires qui ont eu lieu principalement dans la capitale à Bujumbura, ont rassemblé Hutus et Tutsis dans une volonté commune de voir leur pays entrer dans la démocratie et l'État de droit.

Violences, interdictions et prison...

Pendant, le danger que le pays plonge dans une violence ethnociste ne peut être écarté. En effet, les membres les plus extrémistes du clan Nkurunziza n'hésitent pas à tenir des propos de haine et de racisme, comme le président du Sénat Révérien Ndirikuriyo, pour faire dégénérer cette lutte politique en lutte intra-communautaire qui permettrait au camp présidentiel de retrouver une assise sociale qu'il a perdue. Dans le cadre des accords de Cotonou qui conditionnent les relations économiques à un minimum de



Vendredi dernier l'armée se déployait... DR

démocratie, l'Union européenne n'a pas été convaincue par la volonté du gouvernement burundais de respecter les droits humains. Difficile en effet de l'être, quand des dizaines de milliers de personnes fuient leur domicile pour échapper aux violences conjuguées de la police et de la milice du parti au pouvoir, les Imbonerakure. De plus, les radios d'opposition sont interdites et les journalistes sont étroitement surveillés quand ils ne sont pas emprisonnés et torturés, comme ce fut le cas pour Esdras Ndikumana, journaliste de RFI. Si les pays voisins ont une peur légitime que l'embrasement du Burundi engendre une déstabilisation sur

l'ensemble de la région des grands lacs en Afrique centrale, aucun n'a la légitimité pour mener une médiation. En effet, au Rwanda et au Congo Kinshasa, les présidents de ces pays ont ou s'approprient à triturer leur Constitution pour se maintenir au pouvoir à travers des farces électorales. Quant à l'Ougandais Yoweri Museveni officiellement nommé médiateur... il est au pouvoir depuis trente ans!

Une des solutions à cette crise est un soutien politique et matériel aux organisations militantes de la société civile burundaise contre la dictature. L'Union européenne n'est pas prête à s'engager dans cette voie. Paul Martial

APPEL

« Mobilisons-nous contre les régimes dictatoriaux, les agressions impérialistes et Daesh! Rejetons les politiques sécuritaires, racistes et d'austérité! »

L'intensification du conflit mené par les puissances impérialistes (États-Unis, Russie, États européens, etc.) et régionales (Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Iran) au Moyen-Orient ces derniers mois a durement touché les peuples de la région.

Elle est le produit des différentes formes de la contre-révolution, représentées par les régimes dictatoriaux et contre-révolutionnaires et les forces islamiques réactionnaires, comme Daesh, conjuguées à la volonté des grandes puissances internationales et régionales d'imposer leur hégémonie politique et économique sur la région.

En Syrie, la première forme de la contre-révolution se manifeste par le soutien au régime d'el-Assad, que ce soit à travers les raids meurtriers menés par la Russie et l'intervention de la République islamique d'Iran, du Hezbollah, des milices confessionnelles réactionnaires irakiennes ou par la méfiance des puissances occidentales vis-à-vis des forces démocratiques et révolutionnaires syriennes, kurdes incluses.

Ces forces qui luttent pour une alternative démocratique et sociale sont les premières cibles du régime syrien en place, des impérialistes et de leurs alliés dans la région. Les forces démocratiques syriennes sont aussi la cible des forces islamistes réactionnaires, soutenues à un moment ou à un autre, directement ou indirectement, par les monarchies du Golfe et la Turquie.

Et comme toujours, les femmes sont les premières victimes de ces guerres avec notamment la multiplication des viols, des enlèvements et même des mises en vente.

Daesh est le résultat, d'un côté, des agressions impérialistes internationales et régionales, de l'autre, du caractère dictatorial, ainsi que du relent confessionnaliste des régimes de la région, particulièrement en Irak et en Syrie. (...)

La rhétorique de la guerre contre le terrorisme se traduit par le renforcement des politiques sécuritaires, guerrières et racistes. Cette guerre, lancée par les puissances impérialistes, a permis de justifier le maintien des dictatures, la restriction des libertés, la répression de toute opposition politique et sociale, et l'augmentation du racisme, en particulier l'islamophobie. (...)

Dans la région du « Grand Moyen-Orient », on assiste à davantage de répression des opposants politiques et mouvements sociaux, comme on peut le constater en Égypte et ailleurs, où les condamnations à mort pleuvent par centaines. (...)

Solidarité avec les forces démocratiques et progressistes anti-impérialistes dans la région arabe, et partout dans le Grand Moyen-Orient. Solidarité avec les peuples du Machreq et du Maghreb dans leurs luttes légitimes pour l'émancipation, ainsi que contre les agressions étrangères : l'émancipation des peuples de la région sera l'œuvre de ces peuples eux-mêmes. Le 8 décembre 2015

Courant de la gauche révolutionnaire – Syrie / Forum Socialiste – Liban / Socialistes révolutionnaires – Égypte / Ligue de la gauche ouvrière (LGO) – Tunisie / Courant Al Munadil-a – Maroc / Courant pour l'Émancipation démocratique – Maroc / Centre d'études socialistes – Kurdistan / Sosyalist Demokrasi İçin Yeni Yol – Turquie / Internationale Sozialistische Linke (ISL) – Allemagne / Revolutionär Sozialistischer Bund – Allemagne / Ligue communiste révolutionnaire (SAP-LCR) – Belgique / International socialists Scotland (ISS) – Écosse / Anticapitalistas – État espagnol / En lucha-En lluita – État espagnol / Nouveau parti anticapitaliste (NPA) – France / Socialist resistance – Grande-Bretagne / Socialist workers party (SWP) – Grande-Bretagne / Revolutionary socialism in the 21st century (rs21) – Grande-Bretagne / The Editors {Salvage} – Grande-Bretagne / Irish socialist workers party – Irlande / Internationale socialisten – Pays-Bas / SAP-Grenzeloos – Pays-Bas / Platform «Open Left» – Russie / solidaritéS – Suisse / International socialist organization (ISO) – États-Unis / Socialist alternative – Australie

UN EMPILEMENT DE DISPOSITIFS EN FAVEUR DU SECTEUR MARCHAND

Forfaits, franchises, remboursements, dépassements d'honoraires... la part des dépenses de santé remboursées par la Sécu diminue chaque année, ouvrant ainsi un espace croissant aux complémentaires santé, plus particulièrement aux assurances privées...

Pour les plus pauvres, les différents gouvernements ont créé des filets de sécurité partiellement pris en charge par les assureurs privés. Préfigurant une protection sociale conforme aux vœux du patronat, un nouveau système se construit pas à pas : le système solidaire construit en 1945 recule au profit de la logique marchande complétée par celle de l'assistance minimum. Petit état des lieux...

Les sociétés d'assurances

Elles sont régies par le code des assurances et ont pour objet de redistribuer des profits aux actionnaires. Leurs tarifs varient en fonction des risques présentés par leurs clients selon l'âge, le lieu d'habitation, la profession, l'état de santé.

Les sociétés d'assurances mutuelles (ou mutuelles d'assurance)

Elles dépendent du code de l'assurance et peuvent donc sélectionner

leurs clients selon leur état de santé. Leurs profits ne sont pas redistribués à des actionnaires, mais alimentent leurs fonds propres et sont parfois restitués à leurs clients. Elles font souvent partie d'un groupe d'assureurs qui a ainsi l'opportunité de se développer en menant des opérations financières (assurance vie, capitalisations...).

Les mutuelles

Les mutuelles sont régies par le code de la mutualité qui définit ainsi leur objectif : «une action de prévoyance, de solidarité et d'entraide, afin de contribuer au développement culturel, moral, intellectuel et physique de leurs membres et à l'amélioration de leurs conditions de vie». Elles sont à but non lucratif, ne rétribuent aucun actionnaire, se financent majoritairement grâce aux cotisations de leurs membres. Elles gèrent 2500 établissements divers (magasins d'optique, centres dentaires, cliniques...). Elles ne peuvent pas choisir leurs adhérents, mais elles proposent des gammes de contrats diversifiées, une autre forme de sélection.

Les institutions de prévoyance

Elles gèrent les garanties de prévoyance complémentaire (décès, incapacité de travail et invalidité, dépendance), sont soumises au code de la Sécurité sociale et gérées paritairement par des syndicats et le patronat. Elles font souvent partie de «groupes de protection sociale» regroupant des institutions de retraite complémentaire AGIRC et ARRCO, une ou plusieurs institutions de prévoyance, des mutuelles, des sociétés d'assurance, de gestion d'épargne salariale.

La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)

La CMU et la CMU-C ont été créées en 1990, se substituant à l'Aide médicale gratuite gérée par les départements. La CMU de base bénéficie aux personnes n'ayant pas de droits ouverts à la Sécu. Elle est gratuite pour les revenus très bas, et couvre 2,4 millions d'assurés.

La CMU-C prend en charge la part complémentaire des dépenses de santé pour des bas revenus. 5,2 millions de personnes sont bénéficiaires de ce dispositif, mais seulement 60 et 72% des personnes éligibles à ce dispositif y ont recours. Elle peut être gérée par la Sécu ou par une complémentaire santé. À l'expiration du droit à la CMU-C, les personnes ayant choisi la gestion par un organisme complémentaire peuvent prétendre pendant un an à un contrat de complémentaire santé offrant des garanties similaires à celles de la CMU-C à un tarif réglementé. Ce dispositif permet aux complémentaires de capter des clients sortis de la précarité.

L'aide à la complémentaire santé (ACS)

Créée en 2005, cette disposition est destinée aux personnes dont les ressources sont un peu supérieures à celles ouvrant droit à la CMU-C. Elle donne droit à un chèque-santé qui permet de réduire le montant de la cotisation à un organisme complémentaire. En 2013, près de 900 000 personnes en ont bénéficié, mais seulement un tiers des personnes potentiellement bénéficiaires ont recours à ce droit.

LES MUTUELLES ACCEPTENT D'ÊTRE SABRÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE

Les directives européennes ont fixé des obligations très contraignantes aux mutuelles santé, mettant ainsi fin au monopole de la couverture santé complémentaire dont disposaient celles-ci jusqu'aux années 70.

Ainsi, «Solvabilité 1» (2002) aligne les règles comptables et prudentielles des mutuelles et instituts de prévoyance sur celles des assureurs privés, et «Solvabilité 2» (2015) multiplie les exigences réglementaires et exige des fonds propres encore plus importants. L'Union européenne refuse un statut spécifique aux mutuelles et les considère comme des entreprises commerciales soumises à la «concurrence libre et non faussée». La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) réclamait l'exclusivité de la complémentaire santé jusqu'en 1983, mais elle a fini par accepter l'ensemble des règles européennes, et le Parlement français a suivi en

votant en 1985 une loi reconnaissant la pluralité des acteurs. Les ordonnances Rocard de 2001 ont multiplié l'ensemble des règles applicables aux mutuelles : instances, statuts, offres, partenariats et règles prudentielles.

Évolution des pratiques et rapprochements...

En conséquence, les pratiques se rapprochent de plus en plus de celles des assurances : tarification discriminante avec l'âge, âge limite d'adhésion, gammes de garanties diversifiées. Il reste encore une spécificité aux mutuelles : elles ne peuvent toujours pas pratiquer des tarifs différenciés selon l'état de santé des personnes. L'éloignement des centres de décisions, la complexité des questions réglementaires et financières empêche un réel contrôle démocratique : les assemblées statutaires sont formelles, sans réelle participation des adhérents.

Face aux contraintes financières, les alliances et fusions se multiplient. Ainsi, les mutuelles étaient 5780 en 1995, 481 en 2013... Elles restent prédominantes, avec 54% des cotisations collectées, mais reculent chaque année au profit des 98 sociétés d'assurance (28%) et des 28 institutions de prévoyance

(18%). Selon des études, il n'y aura plus qu'une centaine de complémentaires à relever réellement du statut mutualiste d'ici 2018. Guillaume Sarkozy, président de Malakoff Médéric jusqu'à ces derniers jours, précise l'enjeu : «il y aura, à mon sens, dans quelques années, entre 4 et 6 réseaux nationaux de complémentaire santé. Moins de 4, cela me paraît exclu, en raison des règles antimonopole... Mais plus de 6, pour 65 millions d'habitants, cela me paraît trop. Pour investir, pour mieux gérer les risques, nous avons besoin d'une grande mutualisation...»

L'Union européenne pourrait ainsi mettre en pratique son traité de 2007 qui préconise que «la gestion de services d'intérêt économique général soient soumises aux règles de concurrence». Ces réseaux auraient la taille suffisante pour postuler à des appels d'offres d'opérateurs de l'assurance maladie et concurrencer la Sécu. En 1945, la FNMF avait été exclue de la gestion de la branche maladie de la Sécu en raison de son rôle ambigu pendant l'Occupation. Les dirigeants actuels de la mutualité qui voudraient profiter de la situation actuelle pour prendre leur revanche risquent fort d'être les dindons de la (mauvaise) farce.

Le 11 janvier 2013, la CFTD, la CFTC et la CGC ont signé avec le patronat «l'accord national interprofessionnel sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi» (ANI). En échange d'«outils de flexibilité rénovés», cet accord prétend accorder de nouveaux droits aux salariéEs, notamment la généralisation des complémentaires santé. Au 1^{er} janvier 2016, les employeurs du privé devront avoir souscrit à une complémentaire santé pour tous les salariéEs et leurs ayants droit (personnes à charge). La couverture pourra être limitée à un niveau de garantie minimum appelé panier de soins. La participation de l'employeur devra être au moins égale à 50% de la cotisation.

Le Parti socialiste, pas avare de déclarations dithyrambiques, prétend que ce dispositif est un grand progrès social. C'est nous faire prendre des vessies pour des lanternes, car cette loi comporte beaucoup de faux-semblants et aura de nombreux effets pervers, notamment celui d'accélérer le processus rampant de privatisation de la Sécurité sociale.

LES EFFETS DE LA « LOI

Même d'après le journal les Échos (du 13 novembre 2013), «la création d'un service minimum de complémentaire santé est de fait une machine de guerre contre la Sécurité sociale puisqu'elle officialise le fait que le système de solidarité nationale n'a pas vocation à prendre en charge la totalité des dépenses de santé»...

Trois à quatre millions de salariéEs devront résilier leur contrat individuel avant le 1^{er} janvier pour adhérer au contrat collectif, un vaste «marché» très convoité.

Les assureurs à l'affût

Le Conseil constitutionnel a entendu les assureurs et a censuré les clauses de désignation des organismes complémentaires d'entreprise. Les réunions paritaires des branches professionnelles désignaient les institutions de prévoyance déjà très implantées. Le choix réalisé au niveau des entreprises favorise maintenant les assurances. Les banques, dont sont dépendantes beaucoup de petites entreprises, proposent des prix d'appel très

bas pour s'accaparer une part «du marché» et proposer aux salariéEs des sur-complémentaires beaucoup plus onéreuses et totalement à leur charge.

Toujours des exclus

Les fonctionnaires, les travailleurs indépendants, les chômeurs sans allocation ou après un an d'indemnisation, les personnes hors marché du travail, les jeunes et étudiantEs, ont été «oubliés» dans la loi. Les précaires qui ne connaissent pas leurs droits ou ne peuvent les faire valoir, et beaucoup de personnes qui ont des bas revenus mais dépassent les plafonds ouvrant le droit à la CMU ou à l'AMC, n'auront toujours pas accès à tout ou partie des soins.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



Dossier réalisé par

COMPLÉMENTAIRES SANTÉ

Bras armés contre la Sécu !

par la commission santé sécu social du NPA

DE GÉNÉRALISATION »

Des inégalités maintenues

Dans 10% d'entreprises, la plupart employant moins de 10 salariéEs, il n'y a pas de protection sociale complémentaire collective. Il devrait être mis fin à cette situation au 1^{er} janvier, mais la loi ne comporte pas de dispositif contraignant. Au mieux, les prestations seront limitées au panier de soins prévu dans la loi, avec des garanties faibles concernant les frais d'optique, de prothèses auditives et dentaires. Pour une couverture complémentaire convenable, il faut donc pouvoir s'offrir une sur-complémentaire.

Des dépassements d'honoraires plus ou moins remboursés

Dans le cadre des contrats d'entreprise dits responsables (95%

d'entre eux), le ticket modérateur est intégralement remboursé et le forfait hospitalier pris en charge sans limitation de durée. Mais le remboursement des dépassements d'honoraires (au total 2,46 milliards en 2014) est réduit si le médecin consulté ne s'est pas engagé à limiter les dépassements tarifaires en signant « un contrat d'accès aux soins », cela en échange d'exonération de ses cotisations sociales (en moyenne 5500 euros par praticien). Des patients auront alors la mauvaise surprise de constater le faible montant du remboursement.

Les salariés taxés, les employeurs exonérés

La part patronale de la cotisation à la complémentaire collective

n'est désormais plus considérée comme un avantage en nature pour les salariéEs, mais comme un avantage en argent s'ajoutant à la rémunération imposable. La part salariale reste déductible du revenu imposable mais avec un plafond de déduction diminué. L'augmentation de l'impôt sur le revenu est évaluée à un montant de 90 à 150 euros. Une part du pouvoir d'achat gagné par le salariéE avec la prise en charge par l'employeur de 50% de la cotisation sera absorbé par ce supplément d'impôt. Par contre, la part de l'employeur est déductible de son bénéfice imposable, et il obtient une nouvelle exonération des cotisations sociales à hauteur de 6% du plafond annuel de la Sécurité sociale...

CE QUE PROPOSE LE NPA

• Remboursements à 100% par la Sécu :

les soins doivent être gratuits et intégralement remboursés à tous et toutes par la Sécu unifiée en un seul régime, autogérée par des représentants élus des assuréEs sociaux et financée par la cotisation sociale. Les mutuelles doivent être avec leurs personnels

intégrées à cette Sécu. Il ne doit plus y avoir de modalités discriminantes pour les pauvres (CMU) ou les sans-papiers (AME).

• La santé ne doit pas être une marchandise :

le commerce de « l'assurance santé », notamment par les banques et les assureurs, doit être interdit.

• La santé est un droit pour tous et toutes :

droit sans condition à une couverture maladie universelle pour que « l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin » (définition de l'OMS)

« L'ORGANISATION DE LA SOLIDARITÉ EST TOTALEMENT INDIFFÉRENTE À LA MUTUELLE OFFICIELLE »

Entretien. Dans les collectifs de défense de la santé, des hôpitaux, des services publics, nous côtoyons les mutuelles solidaires. Ces mutuelles n'adhèrent pas à la FNMF et méritent d'être mieux connues. Nous nous sommes entretenus avec une de leurs militantEs, Dolorès Meunier.

Pourquoi des « mutuelles solidaires » en dehors de la puissante FNMF ? Quelle est votre spécificité ?

Un rappel historique : la Mutualité a été créée en France par le Compagnonnage, composé d'ouvriers de haute qualification qui se sont organisés pour se protéger, se former, s'entraider. La famine dans les campagnes et la création des mines, des manufactures (tissage) ont obligé le paysan à quitter la campagne pour venir travailler dans les villes.

Au 17^e siècle, ils ont créé les caisses de secours mutuel pour répondre aux besoins alimentaires lorsque l'ouvrier était sans travail à cause de maladie, de grève. L'idée de solidarité était née, elle se concrétisait : celui qui pouvait travailler aidait l'autre. C'est la naissance de la mutualité ouvrière.

Elle va porter en elle le syndicalisme qui fera sa propre route. La mutualité ouvrière traversera une période difficile : la loi Le Chapelier (1791) abolit les corporations de métier et interdira aux ouvriers de s'organiser ou de faire grève. La mutualité est condamnée à la clandestinité, et l'État bonapartiste, qui ne lui accordera aucune place, créera la Mutualité officielle.

Notre mutualité des travailleurs renaîtra avec le Conseil national de la résistance. Dans les années 1960, elle se donnera une instance nationale, la première Fédération de la mutualité ouvrière, créée par le syndicat CGT. Elle se transformera

en Fédération de la mutualité des travailleurs, puis Fédération des mutuelles de France.

Elle s'est donnée à la FNMF au Congrès de 2005, position que nous avons refusée. Nous en sommes donc sortis, et nous avons créé « l'Union nationale des groupements mutualistes solidaires »¹ afin de conserver toutes les valeurs humanistes de défense de la Sécurité sociale, de résistance à la marchandisation de la santé.

La FNMF n'a donc plus rien à voir avec la mutualité ouvrière ?

La mutualité officielle mise en place par Napoléon Bonaparte récupère l'idée de mise en commun et la détourne. Elle est donnée à des dirigeants qui sont les notables des villes : notaires, chirurgiens, etc. Il ne s'agit plus d'autogestion par les mutualistes eux-mêmes : ceux-ci cotisent, font des assemblées générales, mais sont « encadrés » par l'appareil d'État qui va « orienter » leurs décisions.

Pendant l'Occupation, la Mutualité va lancer un appel à soutenir le gouvernement de Vichy dans sa demande d'envoyer les jeunes « travailler » dans les usines allemandes. Plus récemment, pour suivre et précéder les orientations européennes, le président de la FNMF de l'époque, M. Teulade, a demandé l'inscription des mutuelles dans la directive européenne de la marchandisation de la santé, en la liant au code des assurances.

Quel doit être le rôle de la Sécurité sociale pour la FNMF et pour les « mutuelles solidaires » ?

La FNMF participe à la gestion de la Sécurité sociale² et son but est de la faire disparaître. Elle avait reçu de l'État en 1930 la commande de créer les Assurances sociales (une couverture sociale pour les ouvriers percevant des petits salaires). Ses dirigeants convoient encore cette place sans voir ou refusant de voir qu'ils font le lit des assurances privées.

Autre exemple, le récent parcours santé mutualiste reprend la méthode des réseaux américains

dirigés par les compagnies d'assurance HMO³, et instaure un parcours négocié avec une partie du corps médical sans tenir compte des conventions sécurité sociale. Quant à nous, mutuelles solidaires, nous restons de fervents défenseurs de la Sécurité sociale. Nous savons bien qu'elle seule est capable de mettre en place une véritable solidarité nationale avec une mise en commun de moyens au niveau national, prenant la richesse à sa source, et gérée par les travailleurs eux-mêmes.

Nous pouvons l'accompagner dans ce travail en créant des réponses sociales aux besoins spécifiques : petite enfance, loisirs, promotion de la santé, prévention, aides aux personnes en difficulté, création de services pour personnes âgées.

Comment lutter contre le non-recours aux soins d'une partie de la population ?

Nous voulons une sécurité sociale prenant en charge les soins à 100%. C'est tout à fait notre objectif, mais depuis sa création, la Sécurité sociale a rencontré le pire prédateur humain : la finance. Celle-ci n'a eu de cesse que de vouloir la détruire au détriment des intérêts de la majorité de la population. Pour gagner cette bataille, il faudrait que tout un chacun comprenne la complexité du dossier, que syndicats, partis de gauche, associations diverses, s'entendent pour la défendre.

Quant à nous, nous sommes actuellement écrasés par les assureurs et les financiers. Ils sont maîtres de l'État et utilisent la Mutualité française comme outil de destruction. Au final, cette dernière disparaîtra, mais comme elle est partenaire des assureurs donc de la finance, elle est aujourd'hui un simple outil. L'organisation de la solidarité lui est totalement indifférente.

1- www.ungms.fr

2- La FNMF participe à la gestion de la Sécu dans le cadre du conseil d'administration de la CNAM et avec les assureurs dans « l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie »

3- Health Maintenance Organizations : réseau de soins privés



Tous ensemble pour la santé ! PHOTOTHEQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

FRAUDE FISCALE

Des « indics »...
mais toujours
pas de postes!

C'est la dernière idée du gouvernement: le ministère des Finances envisage de rémunérer les individus qui lui transmettent des informations sur les fraudeurs fiscaux...

Au moment où la fraude fiscale est de plus en plus complexe et importante (entre 60 et 80 milliards d'euros), le gouvernement veut légiférer sur la rémunération des « indics », des « aviseurs »... Cela pourrait arriver assez vite, puisque Sapin compte soumettre cette proposition dès le printemps prochain. La rémunération des « aviseurs » n'est pas une idée nouvelle. En effet, il y a encore 10 ans, les « aviseurs du fisc » percevaient 10% des sommes récupérées via des caisses noires. Mais la pratique était assez opaque et peu contrôlée, une des raisons pour laquelle Sarkozy a supprimé cette rémunération. Sapin, ne voulant pas retomber dans les travers d'hier, compte donc encadrer cette pratique par la loi. Mais beaucoup de questions restent en suspend et sont loin d'être résolues...

Agitation médiatique

Comment sera calculée cette rémunération ? Un pourcentage ou un forfait (la piste privilégiée par le gouvernement) ? Et qui entrera dans la catégorie des « aviseurs » ? A priori pour Bercy, ce seront celles et ceux qui « révèlent au fisc des scandales de grande ampleur » pour éviter les dérapages et la multiplication des dénonciations anonymes et farfelues visant un voisin, un collègue ou un conjointE volage. Quid également des lanceurs d'alerte qui aujourd'hui sont condamnés à de la prison, comme c'est le cas de Hervé Falciani (HSBC), ou brisés et au chômage comme Stéphanie Giraud (UBS) ?

Yann Galut, député (PS) spécialiste de la lutte contre la fraude fiscale et auteur d'une toute récente proposition de loi relative à la protection des lanceurs d'alerte, s'inquiète : « Encourager les personnes à déclarer contre rémunération, c'est prendre le risque de créer de fausses alertes. Les indics ne doivent pas se transformer en chasseurs de primes. »

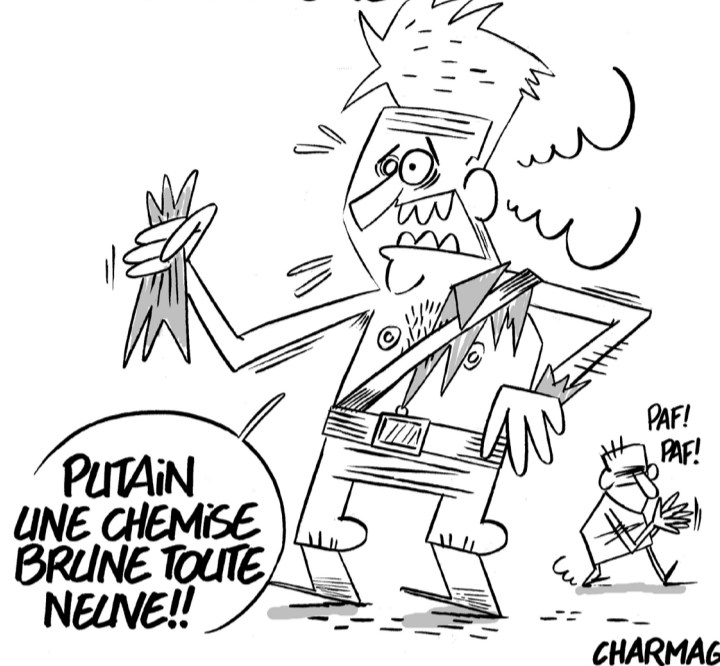
Certes, pour lutter contre la fraude fiscale la plus complexe, l'accès à l'information est cruciale... tout comme le nombre d'emplois aux finances publiques. Et la dernière agitation médiatique du gouvernement ne doit pas faire oublier que ce gouvernement continue comme le précédent à détruire des milliers d'emplois aux finances publiques, en particulier dans les missions de contrôle fiscal. Encore une fois, le pouvoir préfère l'agitation médiatique à une véritable politique de lutte contre la fraude fiscale.

Joséphine Simphon

SYNDICATS

Apolitiques ?

Des interprétations diverses – et le plus souvent partielles – de la Charte d'Amiens servent de prétexte à une majorité d'organisations syndicales pour rester en retrait du champ politique. Les rapports CGT-PCF ont ajouté aux défiances vis-à-vis des partis politiques, de la politique.

LES SYNDICATS CONTRE
L'EXTRÊME DROITE

Le mouvement syndical français a toujours été marqué par la politique, dès la création d'une CGT travaillée par les débats du mouvement ouvrier.

Évolutions, adaptations et tensions...

La création de la CFTC répondait à la volonté très politique de la hiérarchie catholique de contester l'hégémonie la CGT « socialiste » sur la classe ouvrière. La CFDT qui en est issue commencera par se politiser « à gauche » jusqu'à être partie prenante de la construction du PS avec les Assises du socialisme de 1974, jusqu'au « recentrage syndical » de 77, puis le soutien actif au gouvernement d'Union de la gauche de 1981. Cette évolution aboutit finalement à l'alignement sur les politiques de moins en moins sociales de la « gauche », avec la rupture complète de 1995 consacrant un « apolitisme »

qui n'est rien d'autre qu'une acceptation du système, y compris dans sa version néolibérale...

Du côté de Force ouvrière, l'acte de naissance anticommuniste, masqué sous l'antistalinisme, se prolonge dans un positionnement où l'apolitisme masque mal les accointances d'une partie de l'appareil – voire de structures de base (comme à Airbus) – avec des partis de droite, pendant que d'autres ont « partie liée » avec le PS.

En ce qui concerne la CGT, les virages, les errements politiques du PCF, y ont régulièrement semé le trouble. La crise s'est approfondie à partir de 1981. Le soutien acritique de 81-83 donnera toute son ampleur au désarroi de l'après 83, la chute du mur de 89 finissant de décourager Billancourt et de déstabiliser « Montreuil ».

Et ces derniers temps, même Solidaires en est arrivé à une défiance

marquée vis-à-vis des partis politiques.

Du 13 novembre...

C'est ce contexte, ces histoires, qui éclairent les positionnements dans les situations imbriquées des attentats du 13 novembre et de l'élection régionale d'il y a quelques jours. Des positionnements qui tentent aussi de répondre, de prendre en compte les évolutions des repères politiques des dirigeantEs, des militantEs, des adhérentEs, des sympathisantEs, des salariéEs.

Après le 13 novembre, toute l'inter-syndicale (sauf FO qui séparément « salue l'intervention des fonctionnaires et agents des services publics ») ont dénoncé les attentats et « exprime son émotion mais assure aussi que rien ne saurait remettre en cause sa détermination à lutter contre toutes les atteintes à la démocratie, à la paix et aux libertés. (...) Pour lutter contre les replis, les stigmatisations, les divisions, contre toutes tentatives de terreur dans lesquelles veulent nous enfermer les terroristes, afin de continuer à faire société ensemble ».

La plupart des organisations syndicales étaient présentes à la cérémonie des Invalides. Mais la CGT et Solidaires critiquent l'état d'urgence, et nombre de leurs structures ont participé à des initiatives contre celui-ci.

... aux élections régionales

Face au Front national, les organisations syndicales (sauf FO) soutiennent depuis 1996 l'association VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes). La progression de l'« audience » du FN chez les salariéEs, voire chez les militantEs, les ont conduites à mener des campagnes contre le FN. La CGT et la CFDT ont imposé des mesures d'exclusion de responsables syndicaux affichant ouvertement leur appartenance au FN.

Dans le cadre électoral, CFDT, CFTC, UNSA, FSU CGC se sont retrouvés dans la condamnation du FN et, du côté de la CFDT, « demande aux partis républicains de prendre leurs responsabilités pour qu'en aucun cas le Front national ne puisse accéder à la présidence d'une région ». Solidaires et la CGT ont complété ces appels par une dénonciation explicite des responsabilités sociale et politique du gouvernement.

Au final, c'est bien l'appréciation de la politique gouvernementale qui organise le partage des positionnements sur la façon de lutter contre le FN. La mobilisation des salariéEs sur leurs revendications, contre les politiques patronale et gouvernementale, seront le meilleur point de départ, la base de l'unité pour faire reculer l'extrême droite.

Robert Pelletier

1^{er} tour des régionales 2015 (en pourcentages de voix)

Partis	Ensemble votants	Proches syndicat	CGT	CFDT	FO	Autres syndicats
Extrême gauche	1,6	4	3	-	10	5
Front de gauche-EELV	11,3	18	35	15	9	10
PS-PRG	23,5	24	23	26	30	23
Écologistes	1,0	2	1	-	-	4
Républicains-UDI	27,1	17	8	23	9	25
Front national	28,4	29	27	26	34	27

Par rapport aux élections européennes de 2014, le vote FN a progressé dans tous les syndicats : de 25% à 29% pour l'ensemble des salariéEs proches d'un syndicat, de 22% à 27% pour la CGT, de 17% à 26% pour la CFDT et de 33% à 34% pour FO.

ARIÈGE Un syndicaliste CGT se suicide
dans son usine

David Maréchal, 40 ans, délégué syndical et membre de la direction départementale de la CGT en Ariège, s'est suicidé dans son usine, au lendemain de l'annonce de la fermeture de celle-ci...



En hommage à David Maréchal DR

désindustrialisation. L'entreprise Mélina où travaillait David était une filiale de la société tarnaise Carreman. Le 30 novembre dernier, le tribunal de commerce décidait la liquidation judiciaire de l'entreprise où travaillaient trente personnes... C'était l'avant-dernière entreprise d'importance. La dernière,

Johnson Controls, aux capitaux étatsuniens et chinois, compte 100 personnes et se vide de façon « homéopathique ». Le lendemain, David Maréchal, se donnait la mort dans l'usine.

Intègre et dévoué

Le 9 décembre, une foule nombreuse était présente lors des obsèques civiles de David

où prenaient la parole son épouse, deux autres membres de la famille et Didier Mezin, le secrétaire de l'UD CGT. L'épouse de David a fait applaudir l'exemplarité du combat de son mari, militant intègre et dévoué. Ensuite, au son de l'Internationale et du Chiffon rouge, près de 200 personnes sont allées déposer une gerbe à l'endroit où David avait décidé de mourir. Mourir pour alerter ? Par désespoir de voir tout partir avec une résistance ouvrière affaiblie ? Le comité ariégeois du NPA s'est solidarisé de l'UD CGT dénonçant « la violence du patronat et des gouvernements à son service ».

Correspondants

SMART

L'inacceptable chantage

Depuis plusieurs mois, la direction de Smart France essaie d'imposer l'entraînant donc une baisse des salaires. Elle manie le chantage pour imposer pour les 800 salariés du site de Hambach (Moselle)...

En septembre 2015, un référendum orchestré par la direction de l'usine avait trouvé une majorité grâce aux employés et aux cadres, ces derniers n'étant pas assujettis à une durée hebdomadaire de travail. Au contraire, 61% des ouvriers refusaient ces mesures, eux qui supportent les conditions de travail les plus pénibles.

Deux syndicats sur quatre, la CGT et la CFDT, représentant 53% des salariéEs mais plus de 60% parmi les ouvriers, ont fait valoir

leur droit d'opposition lundi 30 novembre, rendant le pacte caduc comme l'implique la législation du travail actuellement en vigueur.

Nouvel ultimatum de la direction

La direction de l'usine Smart persévère. Elle vient d'adresser à chaque membre du personnel une proposition d'avenant à son contrat de travail qui reprend toutes les dispositions que la direction avait déjà voulu imposer par référendum. Même

LOI DE SANTÉ ET ADDICTIONS

Des avancées... mais quels reculs!

« Le gouvernement a choisi de s'attaquer aux principaux risques pour la santé: le tabac, l'alcool, l'obésité et le diabète ». C'est ainsi que le site du ministère de la Santé résume les intentions préventives de la loi de santé 2015.

Depuis plus de dix ans, l'OMS rappelle avec insistance que ces facteurs de risque sont, avec l'hypertension artérielle, ceux qui altèrent le plus la santé, avec un effet massif sur la mortalité prématurée. Mais la loi est loin de « s'attaquer » aux risques alcool et tabac... Pas d'augmentation significative du prix du tabac, pas d'aide massive au sevrage pour les plus démunis, mais du battage autour du paquet neutre, dont le caractère dissuasif est pourtant faible, et une interdiction de fumer en voiture avec des mineurs (on peut enfumer les plus de 18 ans...). Ajoutons à cela un meilleur remboursement des médicaments de sevrage – mais une mise à l'index de la cigarette électronique, qu'on continue de traiter comme s'il n'était pas montré ce qu'elle apporte comme réduction des risques. Concernant l'alcool, on est encore plus hypocrite: mesurètes « pour protéger les jeunes » (interdiction des bizutages!), mais acceptation d'un amendement parlementaire distinguant « l'information sur le vin » et la publicité... Comme si le vin était considéré comme autre chose que de l'alcool, alors qu'il représente la moitié de la consommation d'alcool. « La bourse (des alcooliers), ou la vie, les députés ont choisi », commentent l'ensemble des professionnels de l'addictologie...

« Courage, fuyons! »

Quant à l'abond des drogues illicites, on est dans le « courage, fuyons! ». Alors que la presse scientifique, et même l'ONU, appellent à mettre fin à la « guerre à la drogue » dont les effets pervers ont favorisé l'enrichissement des trafiquants et la misère des consommateurs; alors qu'aux États-Unis, en Espagne, au Portugal ou au Pays-Bas, on dépénalise de droit ou de fait et on régule la consommation de cannabis; alors que des expériences de salles d'injection à moindre risque sont évaluées à Genève comme des avancées importantes dans la réduction des risques... on continue de considérer que la loi de 1970 pénalisant la toxicomanie est le socle sur lequel on peut faire des aménagements, des « expériences ». Donc si les trois « salles de shoot » autorisées sont une avancée, elles serviront à quelques dizaines de personnes, et les autres devront attendre que les discours réactionnaires des « associationalistes de quartier » instrumentalisés par la droite et sa variante fascisante se soient calmés... On est loin des belles intentions préventives, et de ce que réclament

les associations d'usagers de drogues et les soignants: soigner, et non punir! Pour une politique de santé efficace, les données scientifiques existent. Côté prévention, arrêt de toute publicité, contrôle d'État sur les ventes d'alcool, augmentation du prix par des taxes dont le produit est affecté à la prévention et aux soins des personnes dépendantes, en commençant par les plus démunis et les plus exposés, car on sait que l'alcool et le tabac jouent un rôle majeur dans les inégalités sociales devant la maladie et la mort prématurée. Côté soin: chaque euro dépensé dans les soins aux personnes dépendantes en rapporte cinq à dix à la collectivité. Et la levée de la pénalisation viderait les prisons. Voilà sur quoi la loi de santé aurait pu s'appuyer... si elle n'avait pas voulu dans ce domaine juste donner le change, et raison aux lobbies et à la droite!

Dr Philippe Rossignol



BDS TOULOUSE Rassemblement réussi, procès reporté

L'audience devant le tribunal correctionnel aura été des plus courtes. À la demande d'une des parties civiles, le procès est reporté au jeudi 30 juin.

Passé de surprise côté parties civiles (à ce jour, nous en sommes à 4 parties civiles: Avocats sans frontières, France-Israël, BNVA et la Licra), les habituelles officines pro-israéliennes dont les sympathies avec la

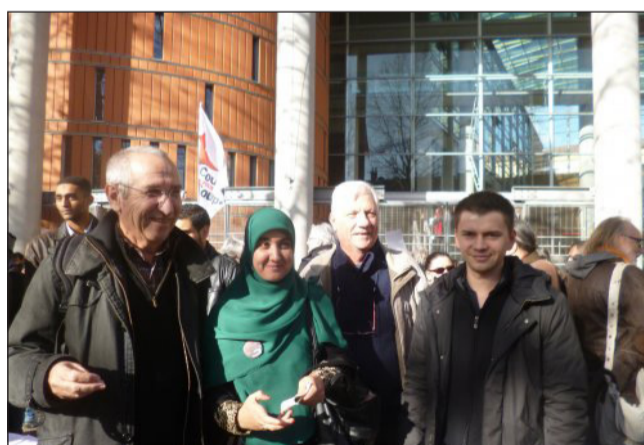
droite extrême israélienne ne sont plus à démontrer. Fait nouveau et inquiétant, la présence de la Licra, ceci sans doute pour légitimer la thèse que la défense du peuple palestinien et le boycott d'Israël ne seraient que le nouveau masque de l'antisémitisme. Ainsi, c'est sur dénonciation de la Licra locale que Bernard, Jean-Pierre, Loïc et Yamann sont poursuivis aujourd'hui pour « entrave à l'exercice normal de magasins lors de leur activité économique ». En mai dernier, c'est encore la Licra qui à Montpellier avait appelé à un rassemblement

pour censurer la campagne BDS sur la ville...

Une ambiance combative

Pendant l'audience, plus de 150 personnes, dont des représentants des organisations du Comité de soutien (qui en regroupe une cinquantaine) sont passées devant le tribunal pour témoigner de leur solidarité aux 4 inculpés BDS toulousains qui sont entrés et sortis du palais sous les applaudissements. Sous le soleil, le rassemblement a été une réussite dans une ambiance combative, autour du thé à la menthe et d'excellents gâteaux. Plus de 600 euros ont été collectés... et de nombreux contacts pris pour les prochaines actions! Nous avons conclu en donnant rendez-vous à tout le monde pour le 30 juin, afin de faire de Toulouse ce jour-là la capitale de la défense de la liberté d'expression, pour la solidarité au peuple palestinien et pour la campagne BDS. D'ici là, cette campagne se poursuit et de nouvelles actions sont en préparation. Soyons-en sûrs, ils ne nous feront pas taire!

CorrespondantEs



Les 4 de BDS Toulouse bien entourés le 9 décembre dernier. DR

PARIS HABITAT NETTOYAGE OMS en lutte: « avec votre soutien on ira jusqu'au bout! »



Dessin offert par Wozniak et Grande Adeline aux grévistes d'OMS Nettoyage

Dans le 20^e arrondissement de Paris, depuis plus de 80 jours, les travailleurs du nettoyage d'OMS sont en grève pour obtenir des conditions de travail décentes.

Nous avons déjà rendu compte (l'Anticapitaliste n°313) de cette lutte des travailleurs d'OMS Synergie face à un patron, d'un autre temps peut-être, mais qui a signé un contrat avec Paris Habitat, le bailleur HLM de la Ville de Paris, pour assurer le nettoyage de certains de ses immeubles. Saluons la pugnacité des grévistes qui, depuis le 21 septembre avec la tenue quotidienne du piquet de grève et l'appui du comité de soutien, ont tenu bon face à un patron voyou. Une première médiation avait été fixée le 3 décembre. Lâchés par leur syndicat Sud Nettoyage en pleine négociation, c'est avec l'appui de la CNT Solidarité ouvrière qu'ils ont continué la mobilisation.

Nouvelle négociation

Organisé dans le quartier par le comité de soutien, le repas de solidarité du 28 novembre fut un succès. Jeudi 10 décembre, le rassemblement devant le siège de Paris Habitat a offert un bel exemple de solidarité, avec la CGT et le Supap-FSU de Paris Habitat, la CGT finances publiques Paris (qui s'était déjà mobilisée pour soutenir une grève des agents de nettoyage dans leurs ministères) et, appui de taille, la CGT Hôtels de prestige (à la tête des luttes victorieuses en novembre 2014 au Royal Monceau). Dans ces conditions, le 11 décembre, la nouvelle négociation s'est ouverte dans de meilleures conditions autour de la juge médiatrice, avec cette fois-ci la CNT solidarité ouvrière. Celle-ci a par ailleurs déposé dans un premier temps 24 dossiers aux prud'hommes de Paris pour, entre autres, délit de marchandage et travail dissimulé. De son côté, la Supap-FSU de Paris Habitat a obtenu, lors d'une réunion avec le directeur général de Paris Habitat et Ian Brossat, adjoint à la mairie chargé du logement, que cette question soit mise à l'ordre du jour lors du prochain CE de Paris Habitat le 17 décembre. Pour leurs revendications, la lutte continue, et notre soutien est plus que jamais nécessaire.

Correspondant

A regarder sur le site du NPA: <http://www.npa2009.org/videos/nettoyeurs-exploites-paris-habitat-complice>

Le retour aux 39 heures payées 37, imposer le retour aux 39 heures

Le retour aux 39 heures payées 37, imposer le retour aux 39 heures

si contrairement aux affirmations de la direction, chacun a le droit de refuser de signer cet avenant, les menaces de la direction pèsent lourd. La signature demandée à chaque salarié est un ultimatum: la réponse est exigée d'ici le 18 décembre. Si 75% des salariés ne le signent pas, « la direction serait contrainte d'étudier une alternative industrielle à la production de la Smart Fortwo sur le site de Hambach », une périphrase pour menacer de déménager la production...

L'usine Smart de Hambach n'est pas une quelconque moyenne usine qui serait soumise aux aléas de la conjoncture. Cette usine appartient à l'un des premiers groupes industriels et automobiles européens, Mercedes Daimler Benz, qui accumule des profits considérables, et les voitures Smart continuent de trouver des acheteurs.

Mercedes Benz et Renault, les deux maîtres-chanteurs

Le chantage menace donc de déplacer la production en Slovaquie vers l'usine de Novo Mesto, appartenant à Renault, où sont déjà produites les Twingo et la version 4 places de la Smart. On est au cœur des grandes manœuvres de l'industrie automobile européenne. Renault est partenaire de Mercedes pour la fabrication de la Smart, et sa responsabilité est directement engagée.

Et derrière Renault, il y a un actionnaire, le gouvernement français, qui paraît-il, voudrait conserver un pouvoir d'influence sur les choix stratégiques de Renault...

L'usine d'Hambach, un laboratoire patronal

Ils s'y mettent tous – Smart, Mercedes, Renault – sans oublier le ministre Macron. Et cette offensive concertée veut briser tout ce qui lui fait obstacle. Ils remettent en cause les conventions collectives, fruits de batailles d'ensemble. Ils ont voulu contourner les syndicats CGT et CFDT, qui dans l'usine avaient fait valoir leur droit d'opposition. On comprend mieux, au vu de ce qui se déploie dans l'usine d'Hambach, le sens de toutes les remises en cause actuelles du droit du travail. Alors que chaque salarié est dans une situation de subordination

vis-à-vis de son employeur, référendum et nouvelle signature individuelle d'un contrat de travail sont des instruments au service exclusif de l'arbitraire patronal. Contre ces offensives fondées sur

la volonté de détruire les collectifs de travail, il n'y a pas d'autre chemin que celui des résistances et des luttes collectives. Dans l'usine d'Hambach comme ailleurs!

Jean-Claude Vessillier



A Hambach, travailler plus pour gagner moins... DR



Les comités en action!

Clermont-Ferrand (63) Réunion unitaire pour le climat, contre l'état d'urgence.

Alternative libertaire, le NPA et la Coordination des groupes anarchistes (CGA) ont organisé une réunion publique intitulée «faire face: pour le climat et contre l'état d'urgence». Plus de trente personnes ont répondu présent dont une grande majorité de jeunes. En plus des membres d'AL, de la CGA et du NPA, ont participé des syndicalistes de Solidaires, un militant d'ATTAC, de la Cellule antifasciste révolutionnaire d'Auvergne, et de nombreuses personnes non encartées. Vincent de la CGA a abordé le lien entre la pollution, capitalisme et colonialisme. Puis Eric d'AL est intervenu sur l'impasse de la croissance pour aboutir à la décroissance. Pour terminer, l'intervention de Sandrine du NPA a porté sur la sortie du nucléaire, les luttes écologistes et les révolutions arabes, et a conclu sur les conséquences de l'état d'urgence sur les mobilisations. Pendant plus d'une heure, la place a été laissée au débat, qui a porté principalement sur l'état d'urgence et le besoin de se mobiliser. Il a aussi été question de l'unité entre toutes les organisations pour peser sur la situation. De l'avis de l'ensemble des participants, cette première initiative fut une réussite, malgré un court temps de préparation. En réflexion, les suites à donner à cet événement afin de poursuivre le débat et d'amplifier les mobilisations.

Val d'Oise (95) Ecosocialisme au cinéma.

À Saint-Ouen-l'Aumône, au cinéma d'art et d'essai Utopia, réseau national bien connu, nous avons organisé notre première réunion NPA sur le thème de l'écosocialisme jeudi 10 décembre. Nous avons depuis longtemps l'habitude de « militer » avec l'équipe très ouverte du cinéma. Chaque mois, nous soutenons plusieurs films, intervenons régulièrement, et proposons aussi nos projections (Ainsi *On est vivants*, le film de Carmen Castillo, en sa présence ainsi que celle d'Alain Krivine). Daniel Bensaïd est aussi venu dans ce cinéma, toujours avec un succès plus que d'estime. Ce jeudi soir, pour la première fois, pas de film, juste un débat. Pas évident a priori. À notre sens, ce fut un succès: 25 personnes présentes, dont plusieurs nouveaux et pas de têtes argentées, qui ont pris contact pour en savoir plus. Une présentation en triptyque d'une vingtaine de minutes rythmées, suivi d'un débat de haute volée. Comme toujours, nous avons notre « bibliothèque ambulante », une table de presse fournie (avec plusieurs journaux vendus), un camarade musicien à la mandoline qui a musicalement introduit le débat. Tout cela suivi bien sûr d'un buffet... Convivial en diable, nous continuerons dans cette voie infernale!

Les Nôtres Lionel Houck

Le 26 novembre, à 73 ans, notre camarade est décédé d'un cancer. Après avoir été marinier plusieurs années, il était entré à l'usine Renault de Cléon en 1973...



L'année suivante, il adhéra au syndicat CGT, puis sera élu délégué du personnel. De son embauche à son départ en retraite, il travaillera comme OS sur une des chaînes d'assemblage des moteurs. Il sera de tous les combats, de toutes les occupations de l'usine, notamment en 1978, puis en 1991 trois semaines durant. C'est à l'issue de cette épreuve de force que la direction envisagera son licenciement, avant de ramener sa sanction à 20 jours de mise à pied. La direction de l'usine lui fera payer sa combativité, sa participation aux actions les plus radicales de sa classe et la trouille qu'il lui inspirait en le privant de toute évolution professionnelle. Militant de nombreuses années au PCF, il le quittera pour le groupe Action communiste, avant d'adhérer au NPA à l'automne 2014. Un sacré bout de chemin pour ce militant longtemps sectaire à l'encontre de l'extrême gauche, la continuité d'un combat jusqu'au bout de sa vie contre tout ce qu'il haïssait: le racisme, le fascisme, le capitalisme. Salut Lionel, salut camarade!
Comité Renault Cléon

Car on oublie bien vite, ou ignore trop souvent, là où nos chers dirigeants se sont fait les dents. Le personnel politique doit être formé. Et le casting, on va le voir, n'est pas celui d'une série B, quoique ses acteurs soient médiocres. On l'aura donc compris, «Mnefff» est un synonyme de «Pfff» et exprime une affliction...

Une fois encore, cette courte chronique ne permet pas de retracer les détails de l'affaire, si tant est qu'ils nous intéressent d'ailleurs. Car l'essentiel est ailleurs, dans la compréhension d'un écosystème. Ce dernier n'est pas spontanément apparu au début des années 80, et le PS n'est pas le seul à en avoir profité, bien qu'il en ait été le principal bénéficiaire et ordonnateur. Par ailleurs ce système n'est pas mort puisque la LMDE, avatar de la MNEF, a été placée en 2014 sous « administration provisoire » pour sa gestion calamiteuse... Mais force est de constater que ce système, à son plus haut durant les décennies 80-90, dénoncé dès 1982 par la Cour des comptes mais couvert au plus haut de l'État jusqu'à l'éclatement de l'affaire en 1998, réfracte bien la trajectoire du PS, depuis l'accession de Tonton à l'Élysée en 1981 et le tournant de la rigueur qu'il enclencha en 1983. Ce système alors, quel est-il? Disons crûment que, de Manuel Valls à Jean-Christophe Cambadélis, en passant par Harlem Désir, Julien Dray, Fodé Sylla, Bruno Leroux ou Jean-Marie Le Guen, et jusqu'à de très jeunes «frondeurs» comme Fanelly Carrey-Conte et même DSK en tant qu'avocat de ladite MNEF, sans parler des second couteaux, tous se sont plus ou moins formés, appuyés, planqués, et rémunérés, dans le cadre du système mutualiste étudiant. La liste est longue: emplois et prestations plus

ou moins fictifs et sur-rémunérés, postes ad-vitam, conflits d'intérêts, fausses factures, financement de structures de la galaxie PS (comme SOS Racisme), le tout dans des liens organiques avec l'UNEF évidemment, tant le syndicalisme étudiant fait partie intégrante du dit éco-système...

L'écosystème PS...

Au-delà de l'entrelacs de décennies de magouilles variées, parfois complexes et sérieuses, mais aussi banales et médiocres, c'est bien le principe et le fonctionnement concret d'une protection sociale étudiante autonome qui a toujours été foulé au pied. Le scandale est évidemment financier, puisque certaines personnes et organisations s'enrichissent sur le dos des cotisations des adhérents. Il est aussi pratique et sanitaire puisque l'on sait bien que la mauvaise gestion des mutuelles étudiantes impacte la santé des étudiants.

Mais il est aussi politique et social. Car loin d'une saine et nécessaire gestion des affaires étudiantes par les étudiants eux-mêmes, et quel que soit le légitime et complexe débat sur la forme que devrait avoir une assurance maladie des étudiants – par les étudiants, pour les étudiants – s'est en réalité développé un écosystème de reproduction, de formation, de promotion, de sélection, d'installation et d'enrichissement pour plusieurs générations de hiérarques d'un Parti

En interdisant les manifestations et rassemblements « à caractère revendicatif ou contestataire » Valls et Cazeneuve ont commis la lourde erreur de croire qu'ils pouvaient durablement profiter des pouvoirs exorbitants que leur offrait l'état d'urgence. En maintenant avec détermination son agenda des mobilisations, le mouvement social a déjoué ce plan. D'abord à l'occasion de la manifestation de soutien aux migrantEs du 22 novembre, suivie une semaine plus tard par les mobilisations autour de la COP21. Malgré la répression, les assignations à résidence et l'avalanche de gardes à vue, une nouvelle manifestation de plus de 10 000 personnes s'est tenue samedi dernier à Paris de la porte Maillot à la tour Eiffel.

Pas plus qu'à Paris, dissuasion et répression n'ont pu interdire l'expression d'un rejet de la mise en place d'un état policier dans de nombreuses villes, par des manifestations ou dans des réunions publiques unitaires. Marseille, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Nantes, Rouen... se sont mobilisées. A Rouen, jeudi 10 décembre, ce sont même plusieurs centaines

État d'urgence: les premières fissures

Moins d'un mois après sa mise en place, l'état d'urgence décrété par le gouvernement avec la quasi-unanimité du Parlement est remis en cause par la rue et le mouvement social.

de lycéenNEs qui, bravant l'état d'urgence, manifestent dans le centre ville contre le Front national. À Nantes, malgré la répression sauvage d'une première manifestation interdite, plusieurs centaines de jeunes manifestantEs se sont mobilisés samedi dernier contre l'état d'urgence et la répression. L'assignation à résidence de 24 militantEs écologistes, soupçonnés de vouloir participer aux manifestations prévues pendant la COP21, a suscité un tollé général, et des poursuites judiciaires sont entamées, notamment devant la Cour européenne des droits de l'homme.

On ne nous empêchera pas de manifester!

Ce combat contre l'état d'urgence, jusqu'à imposer son abrogation,

doit s'intensifier et se systématiser. Tout d'abord, en maintenant les initiatives que l'urgence sociale nous impose. Ainsi, samedi 19 décembre, nous serons à Paris une nouvelle fois dans la rue aux côtés des sans-papiers et des migrantEs. Le 23 janvier, nous manifesterons à Calais pour soutenir les habitantEs de la « jungle » en proie à une brutale répression policière et aux provocations quotidiennes des fascistes.

Jeudi 17 décembre à Paris¹, un meeting unitaire contre l'état d'urgence est appelé par un large cartel d'organisations, associations, syndicats et partis politiques. Cette initiative unitaire est très importante dans la construction d'un rapport de forces large et durable contre la répression. Un outil essentiel dans la mise en place de structures permanentes qui

permettront la mutualisation des moyens (juridiques, matériels). Ce sera l'occasion de lancer une campagne de mobilisation pour organiser le dimanche 7 février une grande manifestation nationale contre l'état d'urgence, contre le recul des libertés.

Alain Pojolat

1-A 19h à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (métro République).
A l'appel de: AC1, Acort, ADTF, AMF, Apeis, ATMF, Attac, Cedetim, CFPE, CGT 75, CNT RP, Collectif 3C, Collectif des désobéissants, Collectif des sans voix 18e, Copaf, CRDHT, CSP 75, DAL, Droits devant, Écologie sociale, FASTI, Femmes égalité, Fondation Copernic, FTCR, FUIQP, GISTI, Initiative décroissante pour le climat, Ipam, MCTF, MRAP, Réseau pour une gauche décoloniale, Syndicat de la magistrature, SNPES PJJ, Solidaires, Solidaires étudiant-e-s, SUD Aérien, SUD PTT, Sortir du colonialisme, Survie, UJFP, UTIT...

Avec le soutien de: Alternative libertaire, CGA, Ensemble, NPA, PCOF, PG...

OUI AUX LIBERTÉS
NON À L'ÉTAT D'URGENCE

Levée immédiate de l'état d'urgence, et de l'état d'exception permanent. Arrêt des poursuites contre les manifestants et les militants des mouvements sociaux. Respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer. Abandon de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité.

Souscription 2015

Leurs comptes... et les nôtres

«Mnefff» (onomatopée interjective): du nom de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), laquelle fut l'instrument pendant presque deux décennies de magouilles au profit du PS, et en particulier de toute une génération de futurs dirigeants dont l'un n'est autre... que notre Premier ministre.

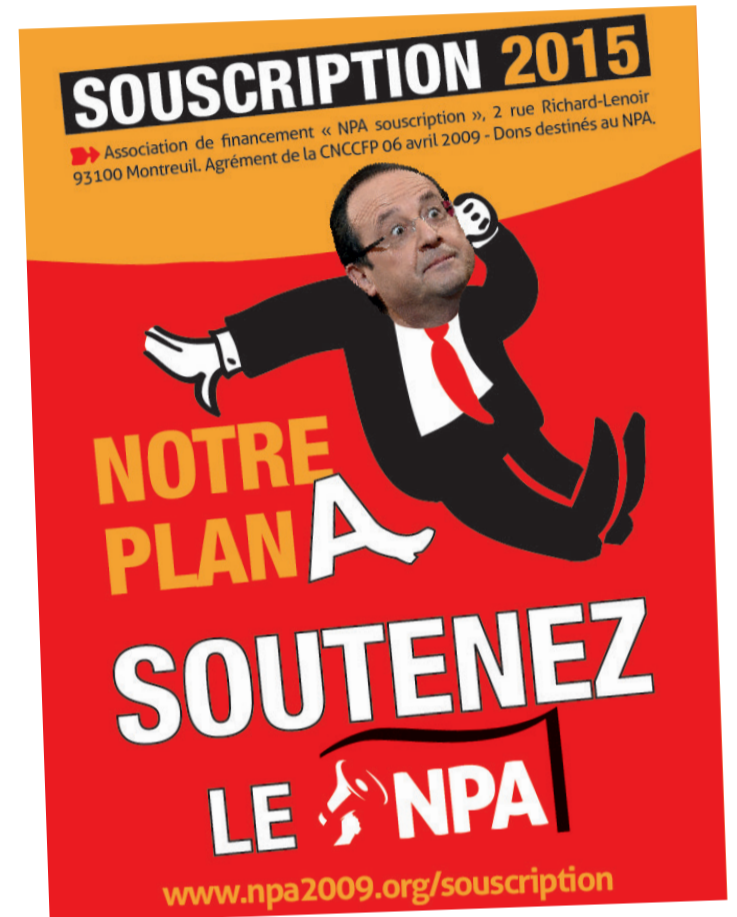
socialiste qui gouverne aujourd'hui à droite.

Faire un don au NPA ne vous guérira de rien, encore moins qu'une cotisation maladie détournée. Par contre, il

aidera à lutter pour un autre système de santé, une autre société.

Sylvain Madison

Pour nous aider: <http://www.npa2009.org/souscription>



En campagne

Documentaire

« Raconter le mouvement social nous-mêmes »

Entretien. Depuis des semaines, **Yannis Youlountas** est en « tournée » pour présenter son dernier film *Je lutte donc je suis*. Le rythme est intense avec des séances tous les jours, sur tout le pays mais aussi en Belgique, en Suisse ou à Alger (festival du film). Nous nous sommes entretenus avec le réalisateur sur son film et sur la situation actuelle en Grèce.

Parles-nous un peu de ton film ?

Comme mon précédent film *Ne vivons plus comme des esclaves*, il s'agit de raconter le mouvement social nous-mêmes, en tentant de le faire le plus authentiquement possible en faisant témoigner des militants, des personnages plus ou moins connus. Il est question de nos luttes en Grèce et dans l'État espagnol. L'objectif est de faire converger trois courants majeurs de la lutte : la gauche politique, les milieux révolutionnaires et les écologistes. Il y a des personnages connus partie prenante des résistances comme Eric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), Gabriel Collets, économiste franco-grec anti libéral, Juan Gordillo maire de Marinaleda, Diego Cameron, porte-parole du Syndicat des travailleurs andalous (SAT), des militants de courants révolutionnaires comme les anarchistes et marxistes autogestionnaires, des militants de la CGT et de la CNT espagnoles, des militants écologistes radicaux comme des zadistes en Grèce, notamment des militants contre les chantiers d'éoliennes industrielles géantes de EDF en Crète. Ce sont toutes ces résistances, ces gens qui luttent, dont je veux raconter l'histoire.

Comment s'est monté le film ?

Ce film existe grâce au mouvement social, grâce à la solidarité et à la participation bénévole de beaucoup de gens. J'ai essayé de faire parler autant de gens un peu connus que des gens inconnus. De nombreux musiciens français, grecs et espagnols

ont fait des chansons pour le film, dont Angélique Ionatos et Manu Chao. La famille de Léo Ferré nous a confié deux chansons, ainsi que celle de Pavlos Fyssas alias Killah P, rappeur grec assassiné le 18 septembre 2013 par les néonazis d'Aube dorée. C'est aussi un film solidaire : chaque diffusion du film est l'occasion de vendre des DVD, livres et affiches. Le but est de récolter de l'argent pour financer de nombreuses initiatives, par exemple un dispensaire médical et un centre social autogéré à Athènes, l'équipement d'une occupation par les migrants (Notara 26), une HLM autogérée qui accueille des centaines de migrants, des cuisines sociales participatives, le forum des migrants de Crète, et payer des cautions pour faire libérer nos camarades en attente de jugement pour des actions de désobéissance. Il y a aussi une solidarité en direction de l'Espagne, comme le financement d'un convoi alimentaire pour les 150 familles de Sanlucar qui occupent 16 immeubles appartenant à des banques.

Comment le public accueille-t-il ton film ?

Les salles sont pleines presque partout. L'ambiance est marquée par l'émotion car c'est un film passionné. On a besoin de la sensibilité pour comprendre le monde et de la passion pour agir, il n'y a pas que la raison. Le film essaie de transmettre la passion de lutter, de ne pas baisser les bras. La lutte est un grand moment de fraternité, mais ce n'est pas non plus de la guimauve. On sait qu'il faut un rapport de forces, qu'il faut résister et

créer à la fois. Pour moi, lutter c'est être amoureux. Amoureux de l'utopie. Amoureux de ceux qui luttent avec nous. On essaie de réinventer le monde ensemble. C'est pourquoi je me méfie de l'ostracisme envers ceux qui n'ont pas la même étiquette politique à la condition qu'ils luttent pour l'humain, la vie, la Terre. La radicalité se voit dans les actes et pas dans les étiquettes. Qu'on ait des façons d'agir différentes, c'est très bien, évitons de tomber dans le dogmatisme et le sectarisme qui nous minent. L'émotion vient aussi des chansons qui touchent les gens. La plupart des chansons sont des créations pour le film. Il n'y a pas de révolution sans chanson.

Quelle est la situation en Grèce aujourd'hui qui est beaucoup moins médiatisée depuis la fin de l'été ?

On vient d'avoir plusieurs grèves générales le 12 novembre et le 3 décembre. Il y a eu les émeutes du 17 novembre pour l'anniversaire de l'insurrection contre la dictature des Colonels, puis le 6 décembre pour l'anniversaire des émeutes de 2008. La situation est marquée par de nombreuses manifestations, occupations et blocages, émeutes, ouvertures gratuites d'autoroutes par les ouvriers en lutte, et des collectifs de salariés poussent les syndicats à aller plus loin. Il y a beaucoup d'assemblées dans les villages, dans les quartiers... Depuis le 13 juillet, Tsipras a fait exactement et totalement le contraire de ce à quoi il s'était engagé : il a capitulé en signant la mise sous tutelle de la Grèce et la mise en esclavage de son



peuple, et le pillage de ses richesses. Même sur le plan militaire et géostratégique, Tsipras a signé le 20 juillet un accord militaire avec Israël (Sofa) qui permet d'utiliser toutes les bases militaires du partenaire et réciproquement. À cela s'ajoute la criminalisation du mouvement social. Le Parlement est redevenu un bunker. La TVA sur les produits de première nécessité a encore augmenté. Les retraites sont encore diminuées. Enfin le code du travail et d'autres acquis sociaux sont encore malmenés. Ceux qui parmi la gauche en France continuent de soutenir Tsipras soutiennent en réalité un gouvernement de collaboration et de droite dure.

Quelles perspectives aujourd'hui du côté de la résistance de la population ?

Ce qui s'est passé il y a cinq ans sur la rive sud de la Méditerranée comme en Tunisie peut tout à fait se reproduire sur la rive nord dans les temps qui viennent. Après 7 ans de lutte, d'expériences, de créations d'alternatives, d'autogestion, d'expériences démocratiques nouvelles et directes, le mouvement social et révolutionnaire reste encore en capacité de proposer une alternative d'envergure. Tout est loin d'être terminé en Grèce : tenez bon, vous n'êtes pas au bout de vos surprises !

Propos recueillis par Philippe Poutou

Essai illustré

Le temps des révoltes, une histoire en cartes postales des luttes sociales à la Belle Époque

Anne Steiner, L'Échappée, 2015, 19 euros



Voici un étrange objet, un livre qui présente près de 140 cartes postales. Pas de jolis paysages, pas de petits chatons, mais des images de barricades, de piquets de grève, de manifestation, des empoignades entre ouvriers et gendarmes... Au cours de la décennie qui a précédé la Première Guerre mondiale, les conflits sociaux se multiplient : vignerons, dockers, cheminots mineurs... Si la presse, en particulier locale, se fait l'écho de ces événements qui prennent souvent une tournure violente, il existe peu d'images de ceux-ci... De nouvelles techniques permettent de développer les cartes postales photographiques, notamment la technique de la phototypie qui permet de les reproduire massivement. L'auteur souligne qu'en 1907, on édite en France 300 millions de cartes postales. Les fabriques de cartes postales se développent un peu partout, parfois simplement adossées à une librairie-papeterie. Elles décrivent souvent des scènes de la vie locale, les paysages ou les métiers, mais lorsque des mouvements sociaux surgissent, elles en sont également le témoignage : « *Ainsi est-ce à la carte postale photographique qu'on doit la seule représentation visuelle de ces événements : cortèges, barricades, soupes communistes, face à face avec la troupe, bâtiments saccagés ou incendiés, machines sabotées, meetings, funérailles de manifestants tués par les forces de l'ordre, piquets de grève, portraits de militants, etc.* »

Sur la base de ce corpus d'images très original et surtout incroyablement riche, l'auteur va raconter une série de luttes au cours des années 1905 à 1911. Le récit de ces mouvements est donc illustré avec des cartes postales reproduites à leur taille réelle. Des grèves des travailleurs de la porcelaine à Limoges en 1905 à celles des bouillonniers au Chambon-Feugerolles en 1910, en passant par les jacqueries picardes de 1906, sans oublier les mobilisations dans le champenois et les incendies des maisons telles que Mercier. L'éditeur propose une fois encore un travail particulièrement soigné et original (pour un prix raisonnable). De la belle ouvrage et un beau voyage au cœur des subversions populaires à la Belle Époque.

Pierre Baton

Roman

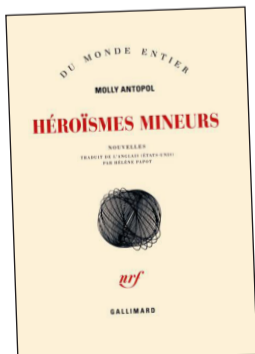
Héroïsmes mineurs

Molly Antopol, Gallimard, 2015, 22,90 euros

Une idée familière aux lecteurs de *L'Anticapitaliste* : « *Les hommes et les femmes font l'histoire. Mais ils la font dans des circonstances qu'ils ne choisissent pas* ». Une idée qui colle bien à ce livre et qui pourrait exciter leur curiosité... Plus prosaïquement, cela pourrait donner « nous sommes libres de choisir nos vies, oui, bien sûr, mais pas tant que ça... ». Le titre retenu dans la traduction française, celui de la deuxième nouvelle, est un choix judicieux : en effet,

la jeune écrivaine de San Francisco déploie son art sur un mode mineur, elle raconte tranquillement... Et « *La traversée des apparences* » (titre d'un roman de Virginia Woolf) pourrait en être le parfait sous-titre. Elle prend son temps. Elle a d'ailleurs mis 8 années pour nous donner ces 8 histoires... À l'opposé de Annie Saumont qui écrit dans une grande épure des nouvelles le plus souvent très courtes, Molly Antopol, elle, se donne trente à quarante pages, accumule les observations, les phrases échangées,

creuse, soulève, s'approche, revient en arrière. Va voir ailleurs. Et soudain les personnages existent : si vivants, si humains, les cœurs palpitent ! Les frustrations sont nombreuses, on ne les étale pas, ça non, mais on



ne parvient jamais à les escamoter totalement. Il y a les jardins secrets, une caisse pleine dans la dernière nouvelle, *Rétrospective*, mais pour y accéder, il faut un regard exercé, patient, savoir laisser venir... Traversée des apparences, traversée du siècle précédent, de l'océan, des générations : toutes les histoires racontées là sont entre USA et Russie, Ukraine, Biélorussie, Tchécoslovaquie et Palestine/Israël. Et jamais l'Histoire – la Deuxième Guerre mondiale, l'Est post 89, Prague, le maccarthysme... – n'est rabaisée à un décor de carton-pâte, jamais les personnages ne sont réduits au rôle de marionnettes de l'Histoire.

Fernand Bekrich

Enfants

J'atteste contre la barbarie

Abdellatif Laâbi, illustrations de Zaü, Rue du Monde, 2015, 14 euros. Avec un dossier sur le terrorisme et les attentats de Paris de 2015, par Alain Serres. À partir de 9 ans

L'histoire a été la plus forte... Rue du Monde a avancé d'un mois l'album hommage prévu pour commémorer les tueries de Charlie Hebdo du 7 janvier et celle de l'Hyper Cacher deux jours plus

tard. Du coup, le poème écrit par Abdellatif Laâbi pour cette occasion résonne encore plus fort et les illustrations de Zaü encore plus justes. Mais si la poésie permet de toucher, de partager, il faut aussi

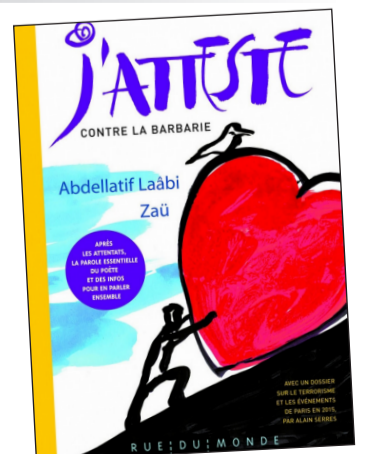
aider les enfants à comprendre et à grandir en évitant la peur, l'amalgame, à se construire en positif, à disposer d'arguments face à ce qu'inévitablement, ils entendent, venant des médias et de leurs camarades.

Zola avait appelé à la tolérance via son « *J'accuse* », Abdellatif Laâbi et Alain Serres réitèrent cet appel. Le dossier de 14 pages illustré de photos d'actualité autour de ces drames, explique ce qui s'est passé, pourquoi,

quel est le lien avec les attentats, enlèvements et actes de terreur, dans d'autres endroits du monde, d'où vient cette radicalisation de Daesh, et comment des jeunes français ont pu se laisser séduire. Il est clairement expliqué que l'on ne peut stigmatiser aucune communauté – juive, islamique – pour ses croyances, et que seules sont défendables la laïcité et la tolérance. Même si quelques idées « bleu-blanc-rouge » sont brandies, c'est

d'ailleurs l'occasion d'en parler avec nos enfants, les conclusions d'Alain Serres sont bien les mêmes que les nôtres : tolérance, culture, paix sont nos objectifs communs. À partager paisiblement en famille.

Catherine Segala



ÉTAT ESPAGNOL « Ces élections ne sont la fin de rien, mais peuvent être le début d'une nouvelle phase »



DR

Entretien. À la veille des élections générales dans l'État espagnol qui ont lieu ce dimanche 20 décembre, nous nous sommes entretenus avec **Raul Camargo**, membre de la direction d'Anticapitalistas et de Podemos.

Quelle est la situation politique et sociale du pays à la veille de ces élections ?

L'État espagnol est dans une situation d'état d'urgence sociale. Près de 25% de chômeurs, 9 millions de personnes dans une situation d'extrême pauvreté, et des milliers d'expulsions de logement, des milliers de foyers frappés par les coupures d'électricité, d'eau et de chauffage. L'inégalité et la répartition des richesses de plus en plus injuste sont les facteurs déterminants de ces élections, autant que la corruption qui éclabousse les deux partis majoritaires, le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste (PSOE).

Au cours de cette première partie de législature qui arrive à son terme (2011-2015), nous avons assisté au cycle de mobilisations le plus intense que l'on ait connu depuis 30 ans. Le surgissement du mouvement du 15-M (15 mai 2011, occupation de la Puerta del Sol à Madrid) quelques mois avant les dernières élections, a allumé la mèche d'un processus d'auto-organisation populaire dans les quartiers et dans des secteurs comme la santé et l'éducation. Connu sous le nom de « Marées », il a embrasé toute la vie politique du pays jusqu'au milieu de l'année 2013, au cours des mouvements contre les coupes budgétaires du gouvernement Rajoy.

Avec l'épuisement du cycle de mobilisations et le début du cycle électoral avec les élections européennes de mai 2014, une bonne partie des énergies se sont reportées sur la construction d'un instrument politique qui canalise toutes les énergies qui avaient montré leur force dans la rue. C'est ainsi qu'a surgi Podemos. L'autre facteur qui marque la vie politique, c'est la situation de la Catalogne où se sont tenues des élections le 27 septembre dernier. Elles ont donné comme résultat la victoire aux forces indépendantistes, mais sans qu'elles obtiennent pour autant la majorité absolue en voix. La défense ou le refus de pouvoir tenir un référendum d'autodétermination est également l'un des axes de la campagne électorale. Quoi qu'il en soit, le fait que, depuis deux ans, il n'y ait plus de processus de mobilisation soutenu a eu une influence quant aux propositions programmatiques de Podemos, si on les compare à celles qui ont été présentées lors des élections européennes.

Du coup, dans ce contexte, quel est l'enjeu de ces élections ?

Dans la prochaine législature, et c'est pour cela que ces élections sont si importantes, l'enjeu va bien au-delà de la question d'un gouvernement, c'est quel type de société nous voulons construire. Nous vivons ici l'histoire de deux

pays. Le pays officiel, celui des « cartes black » (cartes de crédit d'une banque semi-publique dont disposaient des conseillers de tous les partis, y compris Izquierda Unida), celui de Florentino Pérez (président du Real Madrid et entrepreneur en BTP), celui des grands entrepreneurs qui exploitent les travailleurs. De l'autre côté, le pays qui crée les richesses avec son travail, celui qui subit les baisses de salaires (au cours de cette législature, les salaires sont passés de 50% à 45% du PIB), le pays du chômage permanent : il y a, à l'heure actuelle, plus de deux millions de personnes en situation de chômage de longue durée.

La question qui se pose dans ces élections n'est pas celle du parti qui va gouverner : c'est qui va gouverner, lequel des deux pays va gagner. C'est sûr que le 15-M, ce pays non officiel, a commencé à donner de la voix. À présent, on parle de votes par consensus et de réforme de la Constitution. Pourtant ce sont les mêmes qui méprisaient les assemblées par consensus du 15-M : celles qui disaient « ils ne nous représentent pas, nous ne sommes pas des marchandises aux mains de politiciens et de banquiers, ça suffit les expulsions, car les citoyens normaux ne peuvent être représentés que par des citoyens normaux... » Podemos est en train de remonter (dans les sondages, il y a seulement un mois, Podemos avait chuté à 15%), parce qu'il y a un pouvoir constitutif qui n'est pas mort, parce que le 15-M est comme un spectre qui resurgit pour réaffirmer sans cesse « nous ne vous voulons pas, nous voulons être nous, nous autres, celles et ceux qui prendrons les affaires en mains ». Cette législature est celle où peut se nouer un pacte

entre celles et ceux d'en bas, et pas les vieux pactes entre les élites et les partis.

Mais si on gagne les élections, cela ne va pas être facile. Les pouvoirs de la troïka disent déjà qu'il faut opérer des coupes budgétaires de 13 000 millions d'euros. C'est là qu'il faudra répondre radicalement : pas une seule coupe budgétaire dans les services publics, nous allons augmenter les impôts des riches. Nous n'allons pas permettre que des gens que personne n'a élus nous imposent la misère. Nous allons virer non seulement les politiciens, mais nous allons également faire front aux bureaucrates qui, depuis Bruxelles, ruinent des pays, comme celui de nos frères grecs.

Au sein de Podemos, quels débats ?

La situation interne dans Podemos, c'est qu'il y existe au moins deux âmes : l'une liée à la mobilisation et à l'esprit du 15-M et qui défend un programme de rupture et un modèle de parti plus horizontal et démocratique. L'autre est plus pragmatique et a construit jusqu'ici un modèle d'organisation verticale, où le discours et le programme se sont peu à peu modérés à mesure que se rapprochait le rendez-vous si important de ce 20 décembre.

Après ces élections, il va y avoir un intense débat interne dans Podemos, où nous verrons de quel côté s'incline le plateau de la balance, même si des changements semblent inévitables, au moins en ce qui concerne le modèle de parti, ceci afin de le rendre plus participatif...

Quelles sont alors les perspectives du courant Anticapitalistas ?

Anticapitalistas participe à la campagne de Podemos et a une

présence significative dans de nombreux endroits de l'État espagnol, occupant des responsabilités tant internes que publiques. Dans les semaines précédant la campagne électorale, Anticapitalistas a porté dans beaucoup de villes de l'État espagnol une campagne propre, avec un Manifeste-programme intitulé : « Oui nous pouvons. Il existe des alternatives »¹.

À cause du système électoral imposé par la direction de Podemos, il n'y a aucun membre de notre courant dans les listes pour les élections législatives générales. Mais cependant, il y a au sein de quelques-unes des listes qui se présentent associées à Podemos en Galice (En Marea) ou en Catalogne (dans En Comú Podem « Ensemble nous pouvons ») des personnes avec lesquelles nous pouvons nous sentir très identifiés. Un bon résultat de Podemos lors des prochaines élections créera un tableau où gouverner sera difficile pour les partis traditionnels. Et cela est maintenant un objectif très important.

Le défi est énorme. Ces élections ne sont la fin de rien, mais au contraire peuvent être le début d'une nouvelle phase. Les élections ne sont pas seulement le moment du vote, il faut les utiliser pour accumuler des forces vers la rupture. Gagner le 20 décembre dans les urnes pour, dès le 21 décembre, accélérer la construction du pouvoir populaire. Il faut voter en masse, vigilants et organisés, pour Podemos, En Marea et En Comú Podem.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz
Traduction de Jean Puyade et François Pallares

1- <http://www.anticapitalistas.org/si-se-puede-hay-alternativas-manifiesto-anticapitalistas>

L'image de la semaine



Vu ailleurs



ÉTAT POLICIER. Depuis le déclenchement de l'état d'urgence le 14 novembre 2015,

c'est un festival de portes fracassées en pleine nuit, de menottages indus et d'appartements retournés, avec pour seule explication, un ordre de perquisition évoquant la prévention du terrorisme : il existe « des raisons sérieuses de penser que se trouvent [ici] des personnes, armes ou objets liés à des activités à caractère terroriste ».

Au soir du 10 décembre 2015, 2500 perquisitions administratives ont eu lieu, selon le décompte du ministère de l'Intérieur. Pour quel bilan ? Au total, depuis le début de l'état d'urgence, 305 personnes ont été interpellées, dont 267 gardées à vue. Mais aucune pour terrorisme, qui était pourtant la motivation justifiant ces mesures très intrusives réalisées en dehors de tout cadre judiciaire.

La section antiterroriste du parquet de Paris n'a, à ce jour, ouvert que deux enquêtes préliminaires à la suite de perquisitions administratives, indique le parquet. Ces deux enquêtes pour « association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme » – une infraction très large qui permet de poursuivre et de sanctionner des préparatifs avant tout début de passage à l'acte – ont été ouvertes les 4 et 10 décembre 2015. Et aucune garde à vue n'a pour l'instant eu lieu dans ces deux procédures. Le parquet ne livre par ailleurs aucune information sur les faits qui ont motivé l'ouverture de ces enquêtes, ni sur les perquisitions concernées. [...]

Les procédures judiciaires ouvertes visent donc surtout des infractions de droit commun, parfois très éloignées du terrorisme : trafic de stupéfiants, armes, voire « travail dissimulé » et « fraude aux prestations sociales ». [...]

Malgré une circulaire du 25 novembre 2015 du ministère de l'Intérieur rappelant que leur mise en œuvre devait être « strictement proportionnée », les perquisitions continuent à charrier leur lot d'arbitraire et un nombre impressionnant de « dérapages », de comportements et de propos inadmissibles des forces de l'ordre, documentés par les médias.

« Terrorisme : 2500 perquisitions, deux enquêtes ouvertes... », Louise Fessard, Mediapart, vendredi 11 décembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.mpa2009.org